

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Syndicats, C. S. R. ou Parti ? (*Amédée Dunois*). —  
Le problème des Réparations (*Albert Treint*). —  
La réorganisation du Parti. — A propos d'une dé-  
viation. — La Session de l'Exécutif élargi (*Suite*).  
— Le mois en Russie soviétique (*Pierre Pascal*). —

Le mouvement syndical : Après le Congrès du Bâ-  
timent (*Maurice Chambelland*). — La Semaine. —  
Dans la C. G. T.U. : Les adversaires du Parti  
s'organisent (*F. Charbit*). — Notes (*V. G.*). —  
La grève des postiers et des cheminots belges.

## Syndicats, C. S. R. ou Parti ?

**A**I-JE souligné d'un trait suffisamment éner-  
gique la « nécessité du Parti Commu-  
niste » ? (1) Je demande, quoi qu'il en  
soit, la permission d'y revenir. Il y a  
tant à dire sur un pareil sujet qu'on a bien de la peine  
à l'épuiser d'un coup.

Le mérite capital de Marx, c'est d'avoir découvert  
l'existence, en tant que classe, en tant que force  
sociale et puissance historique, du prolétariat moderne.  
Cette découverte se trouve tout au long consignée dans  
le *Manifeste communiste*, après avoir été formulée,  
ou plutôt esquissée dans l'âpre petit livre qui a nom :  
*Misère de la Philosophie*. Mais le prolétariat n'est pas,  
pour Marx, une masse inerte ; c'est une classe vivante ;  
le mouvement est sa loi : mouvement intérieur d'orga-  
nisation consciente, mouvement extérieur de lutte contre  
le patronat : « La lutte du prolétariat contre la bour-  
geoisie, déclare le *Manifeste*, commence dès la nais-  
sance du prolétariat. »

Ainsi le prolétariat est, aux yeux de Marx, une force  
*organisée*, une *coalition permanente*. Le premier de tous  
les socialistes, il a su discerner la valeur fondamentale,  
au point de vue de la lutte de classe, des syndicats et du  
syndicalisme. En même temps, il proclamait que  
« toute lutte de classe est une lutte politique ». Mais  
que toute lutte de classe soit une lutte politique, qu'est-

(1) Voir mon article de la semaine dernière, ainsi que  
le précédent.

ce que cela veut dire, sinon que les organisations corpo-  
ratives — formations de combat spécifiquement prolé-  
tariennes — doivent poursuivre des buts non seulement  
particuliers, mais généraux, non seulement corporatifs,  
mais *politiques* ? La Première Internationale a été une  
gigantesque tentative pour métamorphoser, en fait, les  
organisations ouvrières à objectifs restreints en organi-  
sations politiques à buts élargis et lointains.

Mais l'expérience ne tarda pas à montrer que les  
organisations syndicales n'étaient pas adaptées au rôle  
qu'on voulait leur faire jouer. Une sorte de détermi-  
nisme physique pèse, en effet, sur elles, qui les  
ramène toujours à leur point de départ, à leur fonction  
originelle : la défense des salaires, l'amélioration des  
conditions de travail, l'organisation et la direction des  
grèves. Qu'elles s'en écartent trop ostensiblement, qu'à  
leurs fins professionnelles, elles substituent trop visible-  
ment des fins politiques, on voit alors les masses se  
détourner d'elles et les effectifs syndicaux fondre comme  
neige au soleil. Le fait est que le syndicalisme n'arrive  
à grouper les ouvriers par millions que là où il se ren-  
ferme soigneusement dans ses fonctions corporatives.

Ce n'est jamais qu'une *élite* qui, s'élevant au-dessus  
des horizons professionnels, lutte pour des buts poli-  
tiques et révolutionnaires. Elle crée à cet effet des  
organisations spéciales, des *partis ouvriers*. La nécessité  
de partis politiques ouvriers est tellement universelle  
qu'ils existent partout où il y a un prolétariat et qu'en  
Angleterre, pays classique du syndicalisme, c'est de

l'initiative des syndicats eux-mêmes qu'est sorti le *Labour Party*.

Mais, dira-t-on, — et c'est la thèse de notre ami Louzon, — cette élite prolétarienne, plutôt que de se constituer séparément, ferait-elle pas mieux de se confondre dans la masse, pour animer cette masse de sa pensée, pour en diriger imperceptiblement l'action, pour l'entraîner, sans qu'elle s'en doute, vers les fins révolutionnaires de la lutte de classe ? L'influence du Parti est par trop extérieure pour être bien profonde : l'action de « C. S. R. », non plus syndicalistes, mais communistes, aurait sur l'action du Parti cette supériorité de s'exercer à l'intérieur des syndicats, au cœur même du prolétariat.

Il serait facile de montrer — le manque de place seul m'en empêche — que les C. S. R., quoi qu'ils fassent, ne sauraient tenir lieu d'un parti, à moins qu'ils ne se constituent eux aussi en parti, à moins qu'ils ne complètent et ne prolongent leur action intra-syndicale par une action super-syndicale. Un parti ainsi constitué aurait pour but exclusif, semble-t-il, la conquête des syndicats. Mais suffit-il de conquérir les syndicats pour avoir la classe ouvrière ? Le Parti Communiste a des visées plus vastes que celles d'être un parti strictement syndical : il doit agir dans toutes les organisations prolétariennes ou semi-prolétariennes : non seulement, dans les syndicats, mais dans les coopératives, les groupes d'études, les sociétés sportives, les associations d'anciens combattants, de locataires, etc. Son programme comporte autre chose que des revendications économiques et syndicales ; il contient des revendications politiques, et notamment celle-ci qui les dépasse toutes et qui, si l'on peut dire, les totalise : la revendication du pouvoir, la revendication de la dictature. Son rôle, c'est de se battre sur tous les terrains où, classe contre classe, prolétariat et bourgeoisie sont en conflit : c'est de se battre dans les élections, de se battre dans les Parlements, ce sera de se battre dans la rue, quand l'heure aura sonné de « la lutte finale » et de l'insurrection.

La nécessité d'un parti politique de classe ressort avec évidence de toute l'histoire du mouvement ouvrier. Certes, pas plus que Louzon, je n'ai les yeux fermés aux déficiences inhérentes à toute formation politique : elles ne sont pas plus grandes, tout compte fait, que les déficiences du syndicat et du syndicalisme... Vous dites, amis syndicalistes, qu'un Parti Communiste, faute d'être un parti exclusivement ouvrier, risque de devenir un parti politicien ? Evidemment c'est un danger. Est-ce bien un danger particulier au Parti Communiste, et n'avons-nous pas vu la qualité de politicien s'accommoder magnifiquement avec celle de syndicaliste pur, voire d'anarchiste farouche ?

C'est en tout cas un danger contre lequel, dans le Parti, on s'est déjà précautionné et prémuni. Il a suffi d'un petit nombre de mesures « draconiennes »

(ou soi-disant !) pour faire déguerpir à toutes jambes une belle kyrielle de politiciens sans vergogne et de carriéristes impudents ! Le Parti, épuré de ces éléments troubles, devient de plus en plus un véritable parti de classe : un parti où l'élément prolétarien est suffisamment nombreux, conscient et vigoureux, pour assimiler utilement tous les « intellectuels » sincèrement acquis aux idées communistes et pour rejeter sans pitié les inassimilables et les suspects. Ce parti-là n'a plus grand-chose de commun avec les partis socialistes traditionnels ; ce n'est pas un parti de parlementaires, mais de ouvriers révolutionnaires, opérant au milieu des masses, utilisant au maximum tous les moyens possibles de propagande et de combat : syndicats, coopératives, suffrage universel, parlements, groupant sous ses drapeaux, ralliant autour de ses mots d'ordre, non seulement les ouvriers proprement dits, mais encore les paysans, les soldats, les indigènes des colonies, tous ceux qui souffrent de l'exploitation, de l'oppression, de la spoliation capitalistes.

En vérité, ce parti-là — qui n'est pas même un parti national, mais un démembrement de l'Internationale Communiste — peut proclamer ouvertement sa volonté de prendre en main la direction de la bataille prolétarienne. Avec un tel parti pour la conduire et la diriger, on soutiendra difficilement que la classe ouvrière soit l'instrument docile d'une volonté étrangère à sa volonté propre. Car ce parti-là, c'est la classe ouvrière elle-même, ayant pris conscience de sa mission historique, de ses fins de révolution et de dictature : il en est l'expression adéquate et vivante ; il est nourri de sa substance et de sa sève de classe ; il en est la chair et le sang.

Amédée DUNOIS.

VIENT DE PARAÎTRE

Georges PLEKHANOV

**Anarchisme**

et

**Socialisme**

*Nouvelle édition  
avec une préface d'Amédée Dunois*

1 vol. de 104 pages : 2 fr. 50

En vente à "l'HUMANITÉ"

# Le problème des Réparations

J'ai, dans un précédent article, montré que, dans le régime capitaliste, les réparations, dans la mesure où elles se font, s'accomplissent au profit des grands capitalistes et au détriment des travailleurs.

Dans ces conditions, dire que le prolétariat ne doit pas dès maintenant réagir, serait livrer la classe ouvrière et les classes moyennes à l'exploitation des grands seigneurs de l'Internationale capitaliste ; ce serait, tenir un langage contre-révolutionnaire.

En organisant le prolétariat en vue de la lutte pour les 8 heures, pour les courtes journées de travail, pour le droit à la vie associative, pour le paiement des réparations par les capitalistes, on l'organise en même temps pour la lutte révolutionnaire.

En luttant pour de telles revendications immédiates, le prolétariat apprendra expérimentalement que, dans le délabrement de l'économie capitaliste d'après-guerre, il ne peut pas obtenir de la bourgeoisie qu'elle abandonne des profits pour lui donner satisfaction.

Dans la lutte, le prolétariat trouvera rapidement entre lui et ses objectifs toute la force coercitive de l'Etat bourgeois, et il apprendra la nécessité d'abattre le pouvoir capitaliste pour édifier sur ses ruines la dictature du prolétariat.

Le problème des réparations se pose sous un double aspect : national et international. Inutile de dire que, sous ces deux aspects, se retrouve la réalité substantielle de la lutte mondiale des classes.

Il est bien évident que, pour le problème des réparations comme pour tous les autres, c'est dans le cadre d'une vaste solution internationale que doit se mouvoir toute solution nationale.

A l'heure actuelle, sauf quelques principes généraux admis par tous les communistes, notre Internationale n'a pas encore dressé de programme précis et détaillé pour l'exécution des Réparations.

Néanmoins, les problèmes nous pressent, et sous réserve des rectifications que pourra apporter l'Internationale, les Partis communistes frères de France et d'Allemagne, notamment, ne peuvent se dispenser de définir à bref délai leur attitude en face du problème des Réparations.

Le programme général du Parti français a été esquissé à Moscou, lors du 4<sup>e</sup> Congrès, par notre délégation. Le Conseil National de Boulogne a unanimement approuvé ce programme.

Il reste maintenant à notre Parti à préciser ce qui ne fut alors qu'esquissé.

Le Comité directeur sera donc appelé à définir le programme des réparations du Parti français. Je ne veux nullement me substituer à nos organes réguliers de travail : Commissions, Bureau politique et Comité directeur.

Je veux seulement apporter mon point de vue, avec l'espérance qu'il pourra être utile au travail commun.

Sur le plan national, nous devons d'abord proclamer que le Parti communiste, dans l'intérêt même des ouvriers et des petits sinistrés, entend que les Réparations ne soient en rien subordonnées à quelque aventure extérieure que ce soit.

Nous repoussons la formule : « l'Allemagne paiera » pour bien des raisons d'ordre international, mais aussi parce que les petits sinistrés ont droit aux réparations dans tous les cas : soit que l'Allemagne paie plus ou moins, soit qu'elle ne paie pas du tout.

A l'offensive impérialiste dirigée contre la Ruhr pour faire payer l'Allemagne, nous opposons la lutte intérieure des classes pour faire payer nos propres capitalistes.

Comment les faire payer ?

D'abord, en dressant tout le prolétariat, tous les paysans et tous les petits sinistrés sur le mot d'ordre de la saisie des valeurs réelles appartenant aux grands capitalistes.

Comment saisir ces valeurs réelles ?

C'est ici que le Parti devra élaborer un programme concret susceptible de mettre en mouvement les exploités qui ne veulent pas payer les frais de la guerre capitaliste.

Quelques suggestions.

Les grandes propriétés terriennes peuvent être grevées d'une hypothèque de 51 % de leur valeur.

Les grandes sociétés anonymes par actions peuvent, par une série d'opérations financières très simples et classiques, abandonner 51 % de leur capital-actions.

Les grandes entreprises industrielles, bancaires et commerciales peuvent, sous différentes modalités, être contraintes aux mêmes sacrifices, même lorsqu'elles ne sont pas constituées en sociétés anonymes.

Une vaste conscription des grandes fortunes peut ainsi être organisée.

Les valeurs obligataires seront-elles touchées ? C'est un problème complexe. Dans la lutte contre le grand capitalisme, il est utile de mettre les classes moyennes du côté des prolétaires. Or, les classes moyennes transforment en obligations leurs petites économies.

D'autre part, il est incontestable que de grandes entreprises capitalistes dissimulent une grande partie de l'accroissement de leur capital-actions en souscrivant des emprunts obligataires.

Enfin, ne pas frapper les obligations, n'est-ce pas permettre toute une série de combinaisons financières qui permettraient l'évasion d'une notable partie du capital-actions existant ?

Tous ces problèmes si complexes doivent être étudiés soigneusement.

Qui saisira les valeurs réelles ?

Dans la première période de notre action, notre revendication ne peut guère être que la saisie des valeurs réelles par l'Etat bourgeois. Nous savons d'ailleurs bien que c'est seulement sous la pression populaire et sous la menace de la force du prolétariat entraînant les classes moyennes, que l'Etat bourgeois pourrait être animé à opérer bien à contre-cœur une telle saisie.

Qui bénéficiera des valeurs saisies ?

Les petits sinistrés, les classes moyennes et les ouvriers, d'abord parce qu'ils éviteront de payer les réparations par le jeu de l'ancien mécanisme fiscal qui les écrase.

Ensuite, les valeurs réelles saisies ou leurs revenus serviront à la reconstruction du mécanisme industriel détruit. Bien entendu lorsqu'il s'agira

d'une grande entreprise elle sera soumise à la loi des 51 %. Lorsqu'il s'agira de petits sinistrés, ils auront droit aux réparations intégrales. Les malades et les mutilés de la guerre devront voir leurs pensions mises largement en rapport avec le coût de la vie.

Une partie des valeurs réelles saisies devra être employée à favoriser la petite et la moyenne agriculture sous la forme d'avantages collectifs (travaux d'irrigation, fourniture d'engrais à bon marché, mise à la disposition de la petite agriculture du machinisme agricole, etc.).

Comment seront employées les valeurs réelles saisies ?

Utilisera-t-on leur revenu ? ou serviront-elles à gager un emprunt international ? Voilà encore un problème délicat.

Naturellement, si le prolétariat et si les petits paysans veulent avoir la certitude que les valeurs saisies seront effectivement employées aux réparations et conformément à leur intérêt, ils ne devront point s'en rapporter à l'Etat bourgeois.

Il faudra faire contrôler l'emploi des valeurs agricoles saisies chez les grands seigneurs terriens, par les paysans pauvres.

Il faudra faire contrôler les valeurs saisies dans le domaine de la grande industrie, du grand commerce ou de la grande banque, par les ouvriers et les employés des entreprises intéressées.

Ainsi sur la saisie des valeurs réelles se greffe la revendication du contrôle ouvrier et paysan de la production. Ainsi nous pouvons populariser l'idée des Conseils d'ouvriers et des Conseils de paysans pauvres, opérant non pas isolément, mais formant au contraire un vaste réseau d'institutions ouvrières et paysannes.

Même si sous la pression et sous la menace des masses exploitées l'Etat bourgeois est obligé d'instituer ce contrôle ouvrier et paysan, il y aura lutte constante entre ces institutions de contrôle et l'Etat bourgeois qui essaiera de détourner les valeurs réelles saisies de leur véritable destination.

C'est alors qu'apparaîtra pratiquement aux yeux de tous les exploités la nécessité d'un gouvernement ouvrier et paysan s'appuyant sur une base parlementaire de plus en plus réduite et sur une base d'institutions ouvrières et paysannes sans cesse étendues, renforcées et coordonnées.

Enfin, ce gouvernement ouvrier et paysan se heurtera à la rébellion ouverte ou sourde de fractions importantes de l'appareil d'Etat parce que les influences bourgeoises capitalistes y subsisteront et défendront les intérêts de la classe possédante par tous les moyens.

C'est alors que la nécessité de la lutte contre les institutions héritées de la bourgeoisie apparaît nettement aux yeux de tous les exploités.

C'est alors que deviendra évidente la nécessité de briser par la force ces institutions pour y substituer les institutions originales du prolétariat et de la paysannerie pauvre.

C'est alors que se réalisera la dictature de l'Etat prolétarien par l'organe des Conseils ouvriers et paysans.

Tel pourrait être dans ses grandes lignes le programme communiste des réparations en France.

Il ne s'agit pas ici d'un programme minimum à réaliser par le seul jeu de l'électoratisme et du parlementarisme. Il ne s'agit pas d'un programme statique de revendications, programme que l'on réduit au fur et à mesure que sa réalisation tend à ébranler et à briser le régime capitaliste.

Ce programme communiste des réparations doit être un programme dynamique. Il doit fixer le chemin à suivre pour arriver au but.

Ses revendications successives ébranlent de plus en plus le monde bourgeois qui s'oppose à faire les réparations au profit des exploités et au détriment des exploités.

Dans la lutte pour ces revendications successives, s'organisent le prolétariat et la paysannerie pauvre et se développent les organes de combat qui finiront par devenir les organes du gouvernement ouvrier et paysan et de la dictature prolétarienne.

Le programme communiste ne peut réaliser les revendications successives qu'il pose que par la pression, la menace et l'action de la masse des ouvriers et des paysans pauvres.

Il met en mouvement ces masses. Il est d'ailleurs fort possible que les masses une fois en mouvement dépassent par leur élan la revendication initiale qui les avait primitivement mises en branle.

Il est possible que l'agitation faite sur un tel programme, et que les résistances capitalistes s'opposant à sa réalisation, oblige les masses en mouvement à sauter une ou plusieurs étapes de notre programme.

Plus la digue est élevée et plus la mer est déchainée, plus haut monte la vague en rencontrant l'obstacle.

Les chefs socialistes fabriquent des programmes qui se meuvent toujours à l'intérieur du régime capitaliste et si par hasard ils se sont trompés, si leurs programmes mettent en danger l'ordre bourgeois, bien vite ils les atténuent ou les abandonnent.

Ce sont les mêmes chefs socialistes qui disent aux communistes : Si vous dressez un programme des réparations vous faites du réformisme.

Les chefs socialistes et leurs patrons, les bourgeois, pourraient dormir sur leurs deux oreilles si les communistes étaient assez naïfs pour attendre de je ne sais quel miracle la révolution intégrale et pour négliger jusque-là d'entraîner le prolétariat à la bataille quotidienne de classe pour des revendications immédiates, partielles et transitoires.

La différence entre les chefs socialistes et les communistes, c'est que les premiers parlent la lutte des classes, tandis que les seconds l'organisent, la font et y entraînent la classe ouvrière.

Les chefs socialistes quand ils sont obligés de marcher, se défilent généralement au moment décisif. C'est d'ailleurs à ce moment-là que leurs ouvriers les lâchent pour suivre les communistes.

J'examinerai ultérieurement l'aspect international du problème des réparations.

Albert TREINT

G. ZINOVIEV

**N. LENINE**

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

# La Réorganisation du Parti

Ce rapport, rédigé par le camarade Albert Treint, a été adopté par le Comité Directeur.

## Les organes actuels du Parti

Le Parti Communiste français est un organisme déjà très complexe.

Il se compose de ses fédérations et de ses organes centraux.

Parmi ses fédérations, celle de la Seine occupe une place de toute première importance, en raison de l'énorme agglomération ouvrière parisienne, de la position centrale, géographique et ferroviaire de Paris et du fait que la capitale est le siège de l'appareil gouvernemental fortement centralisé de la bourgeoisie française.

Les organes centraux du Parti sont :

a) Sa presse : *Humanité*, *Voix paysanne*, *Bulletin Communiste*, *Bulletin de la Presse Communiste* ;

b) Le Conseil d'administration de *l'Humanité* et de la Presse communiste ;

c) Le groupe parlementaire ;

d) Le cadre des délégués du Parti ;

e) Le Conseil d'études économiques fonctionnant aussi comme centre de documentation ;

f) Le Conseil d'études coloniales ;

g) La Librairie du Parti ;

h) La Commission syndicale et la Commission coopérative, qui ont une importance toute spéciale pour le travail du Parti au sein des masses ouvrières ;

i) Le Secrétariat féminin et son journal *L'Ouvrière*.

Enfin, il faut ajouter la Fédération des Jeunes et son journal principal, *l'Avant-Garde*, dont l'action doit être coordonnée étroitement avec celle du Parti.

## La direction du Parti

La direction du Parti est formée :

a) Par le Comité directeur, dont le rôle essentiel est de prendre sur les principales questions des décisions de grande importance et de haute portée ;

b) Le Bureau politique et son Secrétariat, responsable devant le Comité directeur. Le rôle du Bureau politique est :

De déterminer quotidiennement l'attitude du Parti ;

De préparer le travail du Comité directeur ;

De faire exécuter ses propres décisions et celles du Comité directeur ;

De répartir la besogne entre les organes du Parti en mettant à leur disposition les moyens d'exécution dont il dispose, de coordonner l'action des organes du Parti, de contrôler l'exécution des décisions prises ;

c) Les différentes commissions du Comité directeur, chargées de tel ou tel travail spécial et responsables devant le Comité directeur et le Bureau politique.

## Les vices de l'organisation actuelle

Le Parti souffre actuellement de deux vices principaux :

D'abord, l'exécution des décisions prises est insuffisamment contrôlée, faute d'un appareil de contrôle qui est presque tout entier à créer.

Ensuite, le centre du Parti, en relations directes avec une centaine de fédérations, est submergé par la paperasse et, par suite, son activité est presque entière absorbée par un énorme travail bureaucratique.

Enfin, il y a manque de coordination entre l'action des divers organes du Parti.

## Les premiers remèdes

Les mesures urgentes pour remédier à l'excès du mal sont :

a) L'institution d'un compte rendu mensuel adressé par les fédérations au Parti ;

b) L'envoi d'instructions aux fédérations en vue de rendre plus lisible la correspondance ;

c) L'invitation aux fédérations de ne correspondre avec le Parti en dehors du compte rendu mensuel que pour répondre aux lettres et circulaires du Parti, ou pour régler des affaires urgentes et imprévues.

## Les véritables remèdes

*L'organisation régionale.* — Au lieu d'être en rapports directs avec une centaine de fédérations, la direction du Parti doit être en rapport avec un petit nombre de régions.

Une telle organisation supprimera l'excès du travail bureaucratique de la direction du Parti et permettra à celle-ci de faire véritablement son métier de guide du Parti ou du prolétariat.

De plus, une telle organisation permettra au Parti, quand les circonstances l'exigeront, de passer plus facilement de la vie légale à la vie illégale.

Le but à atteindre est la constitution de régions pourvues chacune :

a) D'une direction politique, exercée par délégation de pouvoirs du Comité directeur. Cette direction politique devra être pourvue des moyens techniques nécessaires à l'exécution de son travail ;

b) D'un service de propagande régionale comprenant un ou plusieurs délégués désignés par le Parti et un cadre de propagandistes régionaux volontaires, notamment pour le samedi soir et la journée du dimanche ;

c) D'un hebdomadaire régional servant de point d'appui pour la création éventuelle d'un bi-hebdomadaire ou d'un quotidien ou d'une édition régionale de *l'Humanité*.

L'organisation esquissée ci-dessus, qui ne supprime pas les fédérations, mais les groupe régionalement, est d'ailleurs celle de la plupart des partis frères.

Elle sera réalisée progressivement, selon les ressources du Parti en hommes et en argent.

### Les cadres des délégués

Les délégués du Parti, provisoires ou permanents, régionaux ou centraux, auront désormais les fonctions suivantes :

- a) Agitation par meetings ou réunions publiques, chaque fois que la situation politique permet d'émouvoir la masse ouvrière ou rurale ;
- b) Recrutement, formation de sections et réunions d'usine ;
- c) Culture communiste du parti par conférences de cadres départementales ou régionales et par conférences dans les sections ouvrières ou rurales les plus importantes ;
- d) Organisation, administration, mise en route des fédérations inexpérimentées ;
- e) Recherche des meilleurs éléments du Parti ;
- f) Contrôle de l'exécution des décisions prises par les organes directeurs centraux, régionaux et fédéraux ;
- g) Missions politiques confiées par la direction centrale ou régionale.

Les délégués permanents seront réunis périodiquement au siège du Parti.

A cette conférence périodique, ils apporteront à la direction du Parti renseignements, suggestions, réclamations, etc.

Ils mettront en commun leurs observations et leur expérience.

Ils recevront les directives du Parti et de l'Internationale.

Ils apporteront leur plan de travail pour la période suivante. Ce plan de travail sera définitivement arrêté par la direction du Parti.

Le cadre des délégués permanents du Parti sera ainsi l'un des instruments les plus efficaces d'une liaison intime, vivante, entre la direction et la masse du Parti en vue de l'exécution du travail commun.

Ainsi, le Parti pourra échapper à la centralisation bureaucratique et réaliser le vrai centralisme démocratique.

### La liaison des organes du Parti

En dehors des modes habituels de liaison des différents organes du Parti, il est nécessaire de réunir périodiquement dans une conférence les dirigeants des organes centraux du Parti (au moins une fois par mois).

A cette conférence, doivent assister :

Un secrétaire du Parti ; le trésorier du parti ; le directeur de *l'Humanité* ; l'administrateur de la *Voix Paysanne* ; le directeur du *Bulletin Communiste* ; le secrétaire du groupe parlementaire ; le secrétaire de la commission syndicale ; le secrétaire de la commission coopérative ; le secrétaire du conseil d'études économiques ; le secrétaire du comité d'études coloniales ; le directeur des éditions ; l'administration de la librairie du Parti ; le secrétaire de la Fédération de la Seine ; le secrétaire des Jeunesses ; le secrétariat féminin et, si possible, un délégué permanent et un inspecteur régional.

Cette conférence des organes centraux du Parti permettra :

- a) A la direction du Parti de communiquer à chaque organe central du Parti les instructions de la direction du Parti ;

- b) A chaque chef de service de faire ses suggestions et d'adresser ses réclamations à la direction du Parti ;

- c) A chaque chef de service d'apporter ses suggestions et ses critiques aux autres services ;

- d) De régler sur place une foule de questions secondaires intéressant la coordination des efforts des divers organes du Parti ;

- e) De poser devant la direction du Parti les questions importantes qui ne pourraient être immédiatement résolues.

La conférence des organes centraux du Parti, loin d'empiéter sur les attributions de la direction du Parti fournira de précieuses indications à celle-ci et lui donnera la possibilité d'imprimer une impulsion méthodique à tous les services qui dépendent d'elle.

Cette conférence supprimera une grande partie du travail bureaucratique et établira des liens étroits et des rapports vivants entre les hommes qui sont les plus responsables dans les différentes branches de l'activité du Parti.

L'organisation régionale du Parti, le rassemblement périodique des délégués permanents, la conférence des organes centraux du Parti sont les premières mesures d'ensemble qui permettront au fur et à mesure de leur réalisation de perfectionner l'organisation du Parti et de ses différents organes.

En éliminant progressivement le vice bureaucratique dont souffre le Parti, en réalisant la convergence de tous les efforts, ces premières mesures donneront à la direction du Parti le temps et la possibilité d'être le guide éclairé de l'action prolétarienne et communiste.

Le fait que notre Parti se pose de tels problèmes d'organisation montre qu'il n'est plus le Parti d'avant Boulogne.

Le fait que notre Parti n'a pas encore résolu ces problèmes montre qu'il n'est pas encore tout à fait devenu un Parti Communiste.

Mais, du moins, notre Parti d'aujourd'hui a la ferme volonté de s'organiser afin d'accomplir sa tâche révolutionnaire.

VIENT DE PARAÎTRE :

**E. BRAND & H. WALETSKY**

**Le Communisme en Pologne**

**3 ANS DE COMBAT**

**A L'AVANT-GARDE**

**Préface d'Amédée DUNOIS**

En vente à la Librairie de *l'Humanité*.

Un volume : 3 francs

Franco : 3 fr. 25

# A propos d'une Déviation

*A la suite de l'article de notre camarade Borel, paru dans le Bulletin du 14 juin, nous avons reçu les communications suivantes — à propos desquelles nous ne voulons dire qu'un mot : c'est que le camarade Borel, à notre avis, n'a pas excédé un droit d'écrivain communiste en discutant un rapport qui, n'ayant pas encore été voté par la Fédération de la Seine, ne peut être considéré comme ayant force obligatoire.*

Dans un article paru dans le *Bulletin Communiste* du 14 juin, notre camarade H. Borel accuse de « déviation » le Comité Fédéral de la Seine.

Le Comité Fédéral n'a nullement l'intention de polémiquer avec notre camarade ; toutefois, nous nous permettons de faire remarquer que le Comité Fédéral ne perd habituellement pas son temps à discuter de la hauteur des principes qu'il connaît bien et dont il s'inspire dans toutes ses décisions. Seulement, il ne suffit pas de déterminer des principes, d'échafauder une théorie, il faut tenir compte des réalités.

La réalité est qu'il y a des syndicats, des coopératives ; qu'il existe des groupements d'anciens combattants, de locataires — ces derniers groupements résultant en grande partie de l'incompréhension du Parti Communiste hier socialiste — qui, ne sachant pas traduire le besoin de lutte de la masse, a permis que celle-ci adhère à des associations qui, pour n'être pas des organisations de classe, concrétisaient néanmoins un besoin d'action contre la bourgeoisie.

Un travailleur élevé, instruit par la bourgeoisie, ne peut devenir brusquement communiste. Dès qu'il a compris l'opposition d'intérêt qui le dresse contre une forme d'exploitation du capital, il s'engage, dès ce moment, sur le chemin de la lutte de classe.

Le rôle des militants communistes, c'est d'utiliser cette première disposition des travailleurs inéduqués pour leur faire comprendre que seule la réalisation du communisme peut supprimer l'exploitation du capital et toutes les conséquences qui en découlent.

Dans la lutte restreinte qui réunit ainsi des travailleurs contre une forme d'exploitation capitaliste, les communistes doivent être à la pointe du combat pour gagner la confiance des adhérents et les entraîner progressivement à l'action directe et violente qui peut seule les affranchir.

Le Comité Fédéral, envisageant l'intérêt de la Révolution, se garde de s'enfermer dans la « Tour d'Ivoire » des principes et ne se contente pas de dire : « Voilà ce qu'il aurait fallu qui soit. » Il constate qu'il existe des organisations qui rassemblent des masses ouvrières et qui, par le nombre de leurs adhérents, par leur rôle spécial, peuvent servir ou desservir la Révolution. En présence de ces organisations, il pense que les communistes ne peuvent rester indifférents. Les besoins de l'action commune ne nous permettent pas de négliger le moindre facteur susceptible de renforcer la situation du prolétariat dans la lutte révolutionnaire.

Dans les coopératives, aux locataires, à l'A. R. A. C., il y a certes des petits-bourgeois, mais la masse des adhérents de ces organisations se compose de prolétaires.

Le problème se pose donc ainsi : faut-il laisser ces

prolétaires sous l'influence dangereuse des réformistes, des confusionnistes, enfin de tous ceux qui, adversaires du communisme, de la lutte révolutionnaire des classes pourraient les entraîner à des actions contraires à l'intérêt du prolétariat ? Il importe que, partout où des ouvriers sont groupés — même pour des intérêts particuliers — les communistes s'efforcent de les éclairer en saisissant toutes les occasions qui se présentent pour combattre la neutralité menteuse et le respect de la légalité bourgeoise. Supposons que le prolétariat soit au pouvoir, pourrait-il faire œuvre positive ? Ne serait-il pas entravé dans ses réalisations économiques, si les prolétaires, groupés dans les coopératives, A.R.A.C., locataires, se dressaient — sous l'inspiration de chefs traités à la Révolution — contre le gouvernement prolétarien ? Aucun militant ne peut nier que la victoire sur la bourgeoisie sera d'autant plus aisée que notre action s'appuiera sur des organisations où l'esprit de classe trouvera des partisans résolus ou simplement sympathiques.

Le Comité Fédéral tient à déclarer enfin qu'il n'était pas nécessaire d'un papier de H. Borel l'accusant de déviation pour déterminer la relativité de la valeur révolutionnaire des organisations où il estime que les communistes doivent travailler.

Le syndicat est l'organisation type où les communistes peuvent le plus efficacement servir le prolétariat ; cependant, nous engageons les membres du P. C. à adhérer, militer, dans les coopératives, au syndicat des locataires, à l'A. R. A. C., parce qu'il ne suffit pas de constater la valeur révolutionnaire secondaire de ces organisations pour supprimer l'influence qu'elles ont sur des masses que notre Parti ne touche pas, et les adversaires du communisme de se servir d'elles pour freiner leur élan révolutionnaire.

Des raisons d'ordre pratique, d'ordre tactique et non théorique ont dicté au Comité Fédéral les propositions qu'il soumet à la Fédération de la Seine. Elles répondent aux nécessités du moment, à un besoin immédiat de notre tactique et y voir une déviation théorique c'est commettre une très grosse erreur...

LE COMITE FEDERAL.

Le Comité Directeur approuve absolument l'action menée par la Fédération de la Seine qui a su se donner une structure commune lui permettant de travailler dans tous les milieux où se rassemblent des ouvriers.

Le Comité Directeur met en garde les militants du Parti contre les critiques qui accusent la Fédération de la Seine de devier de la ligne communiste.

Les critiques ne sont pas fondées et n'ont réussi qu'à apporter une gêne au travail commencé en donnant un autre point d'appui à l'inertie de certains camarades.

Le Comité Directeur fait appel à toutes les Fédérations du Parti pour que, sans se laisser troubler par ces critiques, elles suivent la voie qui leur est tracée par la direction du Parti et sur laquelle la Fédération de la Seine les a précédées.

LE COMITE DIRECTEUR.

KARL RADEK

## La Tactique communiste

Une brochure ..... 1 25

# La Session de l'Exécutif élargi

## 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> SEANCES

### Septième séance (16 juin)

La séance est ouverte à midi, sous la présidence de BOETTCHER. Les débats sont ouverts sur le rapport de Radek.

NEURATH. — La question de la Ruhr n'a pas seulement une importance locale. La position prise par les journaux ou les dirigeants du K.P.D. ne peut être indifférente à l'Exécutif. Il s'agissait de gagner ou de neutraliser les éléments prolétaires et petits-bourgeois et de mener une politique permettant au prolétariat français de lutter de toutes ses forces contre l'impérialisme français.

Comment vaincre les dispositions contraires de cette partie des travailleurs ? En s'adaptant aux préjugés nationalistes ou en les combattant ?

L'*Internationale*, organe théorique du K.P., a publié un article intitulé : « Quelques problèmes tactiques de la guerre de la Ruhr (1) ». Nous y relevons les phrases suivantes :

La bourgeoisie allemande, si contre-révolutionnaire qu'elle soit à l'intérieur, est obligée d'être objectivement révolutionnaire à l'extérieur, étant donné la veulerie de la démocratie petite-bourgeoise (c'est-à-dire surtout des social-démocrates). Elle est révolutionnaire à l'extérieur (au moins momentanément) malgré elle, comme Bismarck de 1864 à 1870 et pour des raisons historiques analogues.

Or, la bourgeoisie allemande, loin de jouer dans la Ruhr un rôle objectivement révolutionnaire, sert la contre-révolution.

Le Parti allemand a très justement apprécié la situation. Son congrès s'exprime ainsi dans sa résolution politique :

La situation terrible, et de jour en jour plus mauvaise, dans laquelle se trouvent la classe ouvrière et les classes moyennes, ainsi que les dangers qui menacent l'existence de l'Allemagne, ne pourront être écartés que si la classe ouvrière fait front unique contre sa propre bourgeoisie et prend en mains la direction de la nation.

Le prolétariat allemand ne pourra vaincre l'impérialisme français que s'il commence par sa propre bourgeoisie. C'est le seul moyen de permettre au prolétariat français d'abattre la sienne.

Thalheimer invoque la position de Marx et Engels dans la guerre franco-allemande. Si un parallèle s'impose, ce serait plutôt celui-ci : de même que Thiers s'est entendu avec Bismarck pour écraser le prolétariat révolutionnaire français, de même Lutterbeck s'entend avec un général français, au nom de la bourgeoisie allemande, pour écraser le prolétariat révolutionnaire allemand.

Dans sa réponse, Thalheimer écrit :

(1) Le *Bulletin Communiste* publiera l'article de Thalheimer.

De deux choses l'une : ou bien la classe ouvrière allemande doit lutter contre l'impérialisme français, si cette lutte est objectivement révolutionnaire ; ou bien si elle ne constitue pas un but révolutionnaire, elle ne doit pas s'en occuper, ni en second ni en troisième ordre.

Selon moi, la lutte du prolétariat contre l'impérialisme en général constitue toujours un but révolutionnaire. Il ne s'agit que de savoir comment la classe ouvrière doit la mener. La classe ouvrière allemande luttera efficacement contre l'impérialisme français, s'il est évident pour tous qu'elle doit d'abord abattre la bourgeoisie allemande pour établir, ainsi un front de lutte commun avec le prolétariat français.

Quelque temps auparavant, Thalheimer disait, dans le numéro 5 de l'*Internationale* :

La défaite de l'impérialisme français dans la guerre mondiale n'était pas un but communiste, mais sa défaite dans la guerre de la Ruhr en est un.

Je ne comprends pas cette théorie. Pendant la guerre, la lutte contre l'impérialisme français était communiste, donc révolutionnaire, socialiste. Et si elle ne l'était pas, les social-patriotes de l'Entente avaient raison de dire que la lutte contre les Hohenzollern était révolutionnaire.

Dès les premiers jours de la guerre, la lutte contre l'impérialisme français, comme contre tout impérialisme, était naturellement un but communiste et révolutionnaire. Le prolétariat de chaque pays avait le devoir de lutter contre sa propre bourgeoisie et de créer ainsi les conditions de la défaite de la réaction internationale.

Telle était donc la situation de 1914 à 1918. Thalheimer fait remarquer que depuis 1914 la situation s'est modifiée. Mais qu'est-ce qui s'est modifié ? Thalheimer dit : « Qu'est-ce que l'impérialisme allemand ? Où est sa force ? » Mais sa critique néglige ce détail que, pendant et après la guerre, les forces de la bourgeoisie allemande se sont épuisées, qu'elle ne possède plus d'armée, comme on sait, et par conséquent n'a plus la même force qu'en 1914. Aujourd'hui, elle est la plus faible. Il faut renverser la bourgeoisie allemande, établir un gouvernement ouvrier et paysan, faire alliance avec la Russie des Soviets, et après la victoire de la classe ouvrière — s'il ne peut en être autrement — recommencer un Brest-Litovsk, un compromis quelconque avec l'impérialisme français. C'est de cette manière qu'il est possible, non seulement de lutter avec succès, mais de conduire les éléments petits-bourgeois vers le communisme. Ils ne trouveront pas cette voie, si nous faisons concurrence aux nationalistes ; il faut que nous leur montrions sans cesse,



dans la situation critique, un internationalisme intransigeant.

ROY (Indes). — Le rapport de Radek laisse peu à désirer, mais l'orateur voudrait mettre en lumière certains aspects et certaines nouvelles tendances de l'impérialisme anglais. L'action de l'Internationale n'a pas été exactement appropriée à ces nouvelles tendances.

Le gouvernement anglais savait fort bien que les conjonctures n'étaient pas opportunes pour la guerre et que les Etats limitrophes des soviets ne se laisseraient pas entraîner dans une campagne contre la Russie. Toute la manœuvre n'était qu'un chantage destiné à intimider la Russie. Chose curieuse, l'ultimatum ne portait pas principalement sur le problème européen, mais sur la propagande en Orient.

On a parlé des rapports du parti anglais avec le mouvement colonial. Les délégués anglais ont tort de relever les critiques de Zinoviev, dirigées non pas contre le parti anglais seul, mais contre l'attitude générale des sections de l'Internationale. La théorie ne suffit pas, nous devons préciser la pratique. Les Partis Communistes doivent prêter assistance aux mouvements révolutionnaire et nationaliste des colonies.

L'impérialisme anglais a changé sa tactique à l'égard de ses colonies et de ses demi-colonies. Il estime avantageux de s'entendre avec leur bourgeoisie pour contrebalancer l'influence de la révolution russe en Orient. On assiste aux débuts d'une vaste importation de capitaux anglais dans les Indes. Ceci coïncide avec l'intérêt de la bourgeoisie indigène. Le plan de l'impérialisme anglais consiste à encourager la bourgeoisie hindoue et à l'effrayer avec le spectre de la propagande bolchevique.

Mais la situation des masses hindoues n'en est que plus mauvaise. Nous devons donc rechercher quelles sont les classes sociales qui entrent en conflit avec l'impérialisme. Nous devons organiser de vastes mouvements de masses ouvrières et paysannes contre l'impérialisme et montrer ainsi à la bourgeoisie coloniale qu'elle n'a nullement besoin de s'entendre avec l'impérialisme et de jouer sous son égide un rôle secondaire, mais, au contraire, qu'avec l'aide du mouvement des masses, elle peut aspirer au pouvoir.

BOETTCHER (Allemagne). — Neurath a posé la question de la tactique du Parti allemand dans la question nationale. Je ne veux pas réfuter à coups de citations l'exposé de Neurath, mais seulement relever le principal. Quel rôle historique est échu à la bourgeoisie allemande dans la guerre de la Ruhr, et quel rôle a-t-elle joué effectivement ?

La question n'est pas telle que l'a posée Neurath, de savoir si la bourgeoisie allemande est révolutionnaire, mais celle-ci : la classe dominante allemande est maintenant obligée de défendre le sol allemand contre Poincaré, c'est-à-dire de faire ce qui est le devoir de la république socialiste. La bourgeoisie allemande s'est heurtée à la contradiction intérieure entre sa fonction comme classe et son rôle dirigeant dans la nation allemande. Le rôle du K.P.D. (1) consistait à souligner cette contradiction, à se montrer le chef révolutionnaire de la classe qui est seule en état de réaliser l'indépendance de la nation. C'est ce qu'il a fait en se mettant à la tête des intérêts nationaux et en dévoilant la trahison de la bourgeoisie. Il a ainsi

petites-bourgeoises et prolétariennes de la population.

Neurath dit que, si la bourgeoisie a trahi les intérêts nationaux cela ne nous intéresse pas comme Parti Communiste ; nous sommes des internationalistes intransigeants. Au contraire, le Parti allemand a répondu : la lutte contre Poincaré est une lutte révolutionnaire. Naturellement cela ne signifie pas que la lutte contre Cuno doit être repoussée au second plan, mais que le K.P.D. luttera en même temps contre Cuno et Poincaré et avec la même force. Le résultat de la politique de Neurath serait de donner un essor immense au fascisme. La bourgeoisie se trouve en effet dans une situation qui l'oblige à exciter le nationalisme, qu'elle tâchait jusque-là de réfréner ; elle a contre elle d'une part les communistes et d'autre part les fascistes. Dans les événements de la Ruhr, trois puissances se sont manifestées : Stinnes, les fascistes et les communistes. Dans cette lutte les social-démocrates et les syndicats ont été pour ainsi dire forclos. Ils ne constituaient pas une puissance indépendante, mais une dépendance du fascisme. Si dans ce groupement de forces, le Parti allemand avait nié la question nationale, il aurait éprouvé une grande défaite et n'aurait pas réussi à établir une liaison entre sa lutte dans la Ruhr et dans les régions non occupées.

La conception de Neurath a été représentée au Congrès du groupe Ledebour par Théodore Liebknecht. La conception de ce groupe est la même : lutte non pas contre Poincaré et Cuno, mais uniquement contre Cuno. Zinoviev a déclaré que le parti actuel ne doit pas être un parti corporatif, mais doit avoir la psychologie de chef de la nation ; dans ce cas, la politique de Neurath constituerait un recul dans la tactique de l'I.C. Loin d'élargir notre base, elle la retrécirait. Nous devons éviter d'être un parti corporatif d'un internationalisme intransigeant ; je crois qu'il n'y aura pas grande discussion là-dessus. La Centrale du K.P.D. partage complètement la conception de Thalheimer et les ouvriers aussi en ont compris la nécessité.

Naturellement cette tactique a aussi ses dangers ; il serait ridicule de ne pas s'en rendre compte : le chauvinisme et le nationalisme. Mais la meilleure façon de les surmonter, c'est d'adopter des mots d'ordre exacts et d'éviter dans la pratique toute déviation ou de corriger rapidement celles qui se produiraient. Lorsque nous avons eu à Moscou une conférence de conciliation entre l'opposition et la majorité, il y a quelques semaines, Neurath n'a pas dit un mot de sa conception. Dans la résolution qui fut prise alors, nous relevons le passage suivant :

La bourgeoisie allemande vaincue pendant la guerre est obligée de lutter contre le capital victorieux de l'Entente, de secouer les chaînes du traité de Versailles. Obligée de mener une politique contre-révolutionnaire pour maintenir sa domination sur la classe ouvrière, elle joue d'autre part par sa situation vis-à-vis du capital de l'Entente un rôle révolutionnaire.

Et, plus loin :

Les tentatives de la bourgeoisie allemande pour arriver à un compromis ne donnant pas de résultat, elle se voit forcée de mener une politique révolutionnaire, mais elle n'est pas capable dans la lutte contre l'Entente de s'appuyer sur les masses populaires, étant condamnée par l'histoire à opprimer ces masses.

A la conférence, Neurath n'a fait aucune critique de cette conception, il n'a pas voté contre. Je ne comprends pas comment un membre de l'Exécutif peut poser à nouveau une question déjà ré-

(1) Parti Communiste allemand.

solue par l'Exécutif. Il serait intéressant pour l'Internationale de savoir si le Parti tchèque partage la conception de Neurath dans la question nationale.

RADEK. — Les camarades tchèques sont pour l'indépendance tchécoslovaque.

BOETTCHER. — Dans son rapport, Radek, a tiré cette conclusion que la ligne doit être fixée sur des bases très ébranlées, en particulier que la classe ouvrière allemande est en grand danger. Cela me semble vraiment le noeud de tout le développement futur. Quelles perspectives avons-nous en Allemagne ? La première, c'est le gouvernement ouvrier ; la deuxième est l'inertie, la passivité, c'est-à-dire le sort de l'Autriche. Je dirai franchement que selon moi ce danger est très grand et qu'il faut tout tenter pour le surmonter.

Il serait très utile que Radek donnât dans sa conclusion une analyse générale des forces internationales en présence et réponde à cette question : L'offensive du capital est-elle terminée ou va-t-elle se poursuivre ? Je crois qu'elle va se poursuivre. Le problème qui se pose est le même que celui qui a été examiné par le 4<sup>e</sup> Congrès : organisation de la défense contre l'offensive du capital et création de conditions favorables à l'offensive ultérieure du prolétariat. Dans notre lutte défensive nous avons obtenu ces derniers temps, d'après les plus récentes nouvelles d'Allemagne, des succès importants.

JACKSON (Grande-Bretagne). — L'orateur reconnaît l'importance de l'exposé de Radek sur le rôle de l'impérialisme anglais aux Indes et en Orient. Les récents événements ont eu pour résultat de faire de « l'Empire » une question de vie ou de mort pour la Grande-Bretagne tant au point de vue économique qu'au point de vue militaire.

Le Parti anglais comprend la responsabilité qui lui incombe ; il profitera de chaque lutte nationale contre la domination et l'exploitation impérialistes et aidera ces luttes. Il doit particulièrement s'efforcer de favoriser toute manifestation de la conscience de classe de la part des ouvriers et des paysans.

Mais il faut souligner la difficulté extraordinaire du problème. On ne peut guère la comprendre, si l'on n'a pas étudié tout d'abord la complexité, le caractère fortuit, l'illogisme de la structure de l'empire britannique.

Il est inutile de parler ici de l'Irlande et des modalités de tactique nécessaires à son égard. Il est regrettable que, par suite de l'absence d'une partie des délégués anglais, on n'ait pas sous la main tous les matériaux relatifs à la question coloniale.

Tout en comprenant l'étendue de ses obligations, le Parti anglais s'est trouvé trop petit en face d'une vieille bourgeoisie experte et reforse. Un premier pas a été fait. L'Union des Marins de l'Orient a été formée pour grouper les marins et les travailleurs des ports de toutes les colonies orientales. On est entré en contact avec les étudiants hindous en Angleterre. Tout ce qu'il était possible de faire pour éclairer l'ouvrier anglais sur la situation véritable, soit par la presse, soit par la propagande, a été fait. Mais on ne doit pas oublier l'ignorance extraordinaire de l'ouvrier anglais et son indifférence à l'égard de l'Empire. Détail curieux, c'est même grâce à cette ignorance que Curzon n'a pas réussi récemment à exciter l'enthousiasme en faveur d'une offensive contre les soviets sous pré-

texte que l'Empire était en danger. Seule une fraction du Labour Party, qui espère arriver un jour au pouvoir, s'inquiète de ce danger. Mais les masses ouvrières sont indifférentes.

La délégation anglaise a pleine conscience de son inexpérience et accueillera volontiers l'avis des membres les plus expérimentés du Congrès.

HOERNLE. — Neurath a dit que nous ne devions pas faire concurrence au nationalisme bourgeois, mais être des internationalistes intransigeants. Cela nous enseigne comment on peut arriver à des conclusions tout à fait fausses et très dangereuses pour la révolution prolétarienne, lorsque l'on considère ces questions d'une manière abstraite au lieu de partir de l'étude des forces réelles. En 1914, le nationalisme était pour la bourgeoisie un moyen de réaliser ses vues impérialistes. Il en est autrement dans l'occupation de la Ruhr. Il ne s'agit ici que d'un trafic que la bourgeoisie allemande veut effectuer aux dépens du prolétariat allemand. La bourgeoisie est prête à trahir les intérêts nationaux pour défendre ses intérêts privés. En ce moment, la bourgeoisie allemande ne dirige pas la nation, elle la trahit. La tâche de notre Parti était de prouver aux masses que ce n'est pas la bourgeoisie qui peut sauver la nation, mais le prolétariat révolutionnaire. Ce n'est plus comme en 1914 ; la révolution prolétarienne n'est plus un objet d'agitation, mais un objectif actuel.

L'essence des déclarations de Neurath, c'est que nous devrions lutter contre Cuno et moins contre Poincaré. Mais, pour renverser le gouvernement de Cuno, le Parti communiste a besoin des masses et donc doit tenir compte de leur idéologie. Quels résultats le Parti a-t-il obtenus dans ce travail ? On peut s'en rendre compte d'après une information que j'ai recue aujourd'hui. Une brigade de 1.000 fascistes devait être mobilisée dans l'Allemagne du Sud et envoyée dans la Ruhr pour combattre les grèves. Grâce à notre propagande, on annonce seulement 600 hommes au lieu de mille. Au moment de leur départ, lorsque la lettre de Lutterbeck et l'appel du Parti furent connus, plus de la moitié se soulevèrent en déclarant que les communistes ont raison et que c'est le gouvernement qui trahit la nation. Cela prouve à quel point notre attitude révolutionnaire ces masses prolétariennes inconscientes. La défense de la révolution ne se ramène pas à la défense des frontières ; il s'agit de savoir si le prolétariat révolutionnaire allemand sera écrasé par l'impérialisme français, ce qui arriverait si l'une de ses meilleures parties était séparée du reste. En réalité, c'est la révolution allemande qui est menacée par Poincaré. Ainsi, la question nationale se présente à nous sous un jour nouveau. Il ne doit pas être question parmi nous d'internationalisme intransigeant, mais de l'internationalisme vivant, tel que le Parti russe a su le pratiquer.

Dans les colonies, la question est autre. Là, il est possible que la bourgeoisie nationale naissante lutte activement contre l'impérialisme de la métropole et que les communistes soient obligés de soutenir le mouvement national bourgeois, tout en développant le mouvement social des ouvriers et des paysans pauvres.

TRACHTENBERG (Etats-Unis). — Radek n'a pas épuisé la question américaine : il a laissé de côté l'impérialisme. C'est le devoir de l'Internationale d'en tenir compte. Radek a touché l'impérialisme américain, seulement dans ses rapports avec l'Europe, alors qu'il s'étend aussi sur le Pacifique, la

mer des Antilles, l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud et ailleurs. L'impérialisme américain est encore jeune, mais, comme toute chose en Amérique, il croît rapidement et se distingue par sa brutalité.

Les révolutions de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud ont été organisées par l'impérialisme américain. La *National City Bank* de New-York, qui représente la haute finance américaine, étend son rayon d'action jusque dans l'Amérique du Sud. Le Mexique souffre également de l'impérialisme. Ces régions sont petites, mais n'ont pas moins à souffrir de l'exploitation que les grands peuples asiatiques. Les récentes révélations sur les abus scandaleux du capital américain dans les colonies a fini par éveiller l'intérêt des ouvriers américains. L'*American Federation of Labour* a été obligée de convoquer deux congrès sur cette question, mais Gompers, au lieu d'offrir aux exploités l'aide de la classe ouvrière, célèbre les bienfaits du capital américain.

Il est temps pour l'I. C. de démasquer l'impérialisme américain. Nos camarades doivent s'intéresser à la question. Un congrès des partis en bause devrait être convoqué. Le « Profintern » (1) aussi a ici un rôle important à jouer.

BRAND (Pologne). — Je veux compléter, en ce qui concerne la Pologne, la description de la situation politique, internationale, esquissée par Radek. Bien que la Pologne ait annexé la Haute-Silésie, Vilna, la Galicie Orientale, elle n'est pas un élément de stabilité, mais un constant danger de guerre. 62 % seulement de sa population sont polonais. Le reste, exploité par le gouvernement des capitalistes ruraux, est composé de différentes nationalités. Pendant ces trois dernières années, 60 à 70 % des dépenses de l'Etat ont été couvertes par des émissions de papier-monnaie, tandis qu'en Russie l'émission ne couvre que 20 à 30 % du budget. Seule l'Allemagne dépasse la Pologne sous ce rapport.

La Pologne est très grande au point de vue territorial. Elle a fait de nouvelles conquêtes de tous les côtés, mais elle se sent faible. Elle a une énorme frayeur de l'Allemagne et voudrait pour cela l'affaiblir encore plus. Le Stamboulsky polonais, Witos, leader des gros propriétaires ruraux, a conclu un accord entre les gros propriétaires fonciers et les capitalistes et trahi les paysans pauvres. Les paysans doivent à présent abandonner toute espérance d'améliorer leur sort par les moyens légaux. L'augmentation constante du coût de la vie a abaissé le niveau de vie des travailleurs et employés au-dessous de celui des ouvriers et employés russes. C'est à peu près la même chose que ce qui se passe en Allemagne et en Autriche. La stabilité apparente n'est maintenue que par une répression policière implacable. La Pologne est devenue une immense prison pour les Ukrainiens, les Blancs-Russiens, les Juifs et les Allemands, — et pour les ouvriers et paysans polonais. C'est en même temps une immense caserne. Depuis trois ans, le nombre mensuel des communistes condamnés est en moyenne de 20, pour 70 ans de prison. Pendant les quatre derniers mois, ces chiffres ont augmenté : 120 condamnations et 400 années de prison. Le gouvernement actuel est un instrument des capitalistes de l'Entente, en particulier de la France. S'il n'est pas plus insolent envers la Russie, c'est parce que son patron, la France, lutte actuellement contre l'Allemagne.

(1) Internationale Rouge des Syndicats.

Il est certain qu'elle marcherait également contre la Russie sur un ordre de la France, bien que la situation exige un rapprochement économique avec elle. Au moment actuel, où les paysans ont perdu leur dernière lueur d'espoir, où les nationalités opprimées ne peuvent plus compter sur l'aide de l'Entente, les communistes montrent la voie aux masses. C'est pourquoi le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est particulièrement souhaitable pour la Pologne. Ce mot d'ordre signifie, en Pologne : A bas la guerre ! A bas le militarisme ! La terre aux paysans ! Le rapprochement avec la Russie ! A bas l'alliance avec la France ! La liberté des nationalités opprimées !

KATAYAMA. — La politique japonaise a changé depuis la Conférence de Washington. Le Japon songeait autrefois à l'alliance anglaise, offrant de veiller sur les Indes. Mais l'Angleterre a dû renoncer à cette alliance. Le grand impérialisme de l'Extrême-Orient a remporté à Washington, dans la question chinoise, une victoire marquante, mais après laquelle il s'est senti isolé ; depuis, le Japon s'est mis à faire des avances à la Chine. Sa politique d'intervention en Sibirie, terminée par des échecs retentissants, a fait au gouvernement japonais de nombreux ennemis dans le pays même. Le militarisme japonais en a été discrédité. D'où la nécessité d'un changement d'orientation à l'encontre de la Russie. La visite de Ioffé à Tokio a été le point de départ d'un mouvement dans les milieux industriels pour la reprise des relations commerciales avec les Soviets.

Il faudra peu d'années au mouvement ouvrier révolutionnaire japonais pour accomplir des progrès qui ont exigé du prolétariat européen des dizaines d'années d'efforts.

MALAKKA (Indes Néerlandaises). — Je veux parler de quelques faits nouveaux de la situation internationale. Ils sont de deux sortes : ceux qui nous sont nuisibles et ceux qui nous sont utiles.

Contre nous, il y a l'occupation de la Ruhr et l'envahissement de l'Orient par le capital américain. L'occupation de la Ruhr se terminera par un compromis entre les capitalistes allemand et français, ce qui aura pour conséquence une prospérité inouïe du Capital en France et constituera une grave menace pour la révolution allemande.

Le second point, c'est le déplacement du capital d'Europe vers l'Orient. En 1870, le textile anglais dominait le marché. Aujourd'hui, cette industrie est entre les mains du capital anglo-indou. Ce phénomène a été encore accentué par l'apparition de l'Amérique sur l'arène mondiale. L'Amérique a placé des millions en Orient. Un compromis entre la bourgeoisie révolutionnaire libérale de l'Orient et le capital américain est possible. Ce serait un retour en arrière dans l'évolution politique et économique du monde.

Parmi les faits qui nous sont favorables, il faut signaler la concurrence entre le Japon, l'Amérique et l'Orient, qui peut conduire à de graves complications ; ensuite, la puissance croissante de l'Islam, qui recèle beaucoup d'éléments révolutionnaires. Il ne faut pas oublier que l'Allemagne reste une barrière dressée contre la Russie. Il faut organiser et coordonner les différents partis prolétariens et nationalistes de l'Orient et les mettre en rapport avec le prolétariat européen. J'attire particulièrement l'attention de nos camarades anglais sur les événements d'Orient, car l'Angleterre est en train de se créer une forte base navale à Singapour.

## Huitième séance (16 juin, soir)

NEWBOLD (Angleterre). — La délégation anglaise s'accorde avec Radek dans ses appréciations sur la politique de Curzon. Mais elle a des raisons de croire que Curzon n'a agi que comme instrument du roi d'Angleterre. Elle a de bonnes raisons de croire que feu le roi Edouard a laissé à son fils et à son petit-fils de grands intérêts dans les chemins de fer canadiens, en Perse et dans le Levant. L'offensive diplomatique contre la Russie s'explique en partie par la menace suspendue sur ces intérêts.

D'autre part, le groupe Baldwin représente les intérêts des grandes banques anglaises et ne veut pas désorganiser le système financier de la Grande-Bretagne. Il menace la Russie pour satisfaire à la fois le groupe Urquhart et un autre puissant groupe financier, disposant de plus de 20 millions de livres, et dont le chef est aussi une des personnalités les plus notoires du parti conservateur.

Radek a exprimé son étonnement de voir l'aristocratie exercer une si grande influence sur le pouvoir d'un pays bourgeois aussi avancé que l'Angleterre. C'est que l'aristocratie anglaise n'est pas féodale, elle est financière ; elle date principalement du XVI<sup>e</sup> siècle. Elle s'enrichit alors par le pillage des monastères. Des cousins du roi sont armateurs : l'un est fabricant de margarine et de savons. L'aristocratie anglaise est pénétrée d'intérêts bourgeois.

Le P.C. anglais n'a pu soulever la population laborieuse dans le conflit de la Ruhr, parce que la cessation de l'exportation de l'acier, du fer et du charbon allemands a eu pour conséquence une demande plus grande des marchandises anglaises et par conséquent une réduction du chômage. L'internationalisation de la Ruhr permettrait à l'Angleterre d'acheter à bas prix le charbon allemand et d'avilir encore les conditions d'existence des mineurs. Nous aurions alors la possibilité d'une fructueuse agitation.

La bourgeoisie anglaise n'entretient avec la France que de bonnes relations purement formelles. Elle construit fiévreusement des avions en vue du prochain conflit avec la France.

La bourgeoisie anglaise s'est efforcée de refaire de Londres le centre du crédit mondial. Elle veut rétablir sa suprématie mondiale sur les bases de l'argent, de la diplomatie et de l'aviation.

Les travailleurs britanniques dépendent pour leur ravitaillement des colonies. Les financiers s'efforceront de briser le pouvoir économique et politique du travail par la menace ou la réalisation du blocus. Lloyd George en a déjà menacé les mineurs en 1919. Communistes anglais, nous devons donc adopter pour devise d'agitation : « Les machines et les charbons anglais en échange du blé russe » ; de cette façon, notre agitation pour la Russie serait tout de suite comprise des travailleurs. L'orateur souligne l'importance de l'organisation des gens de mer pour le ravitaillement des travailleurs anglais.

L'orateur analyse la structure si complexe de l'Empire britannique et ses multiples points stratégiques. L'Internationale doit tenir compte de la complexité des situations politiques en présence desquelles se trouve le Parti Communiste anglais qui lui demande des directives.

APARICIO (Espagne) ne présente que quelques

observations sur la question coloniale telle qu'elle se pose dans son pays. Depuis des années, le sang et l'argent du prolétariat espagnol coulent au Maroc pour les capitalistes français et anglais. Le Parti Communiste doit dire son mot : S'il arrivait à ses fins, ce scandale cesserait et nous aurions réussi à découvrir l'abîme entre les impérialismes anglais et français.

L'Angleterre possède Gibraltar, la France presque tout le Maroc. L'Angleterre ne peut pas admettre que la France soit maîtresse, en face de Gibraltar, des portes de la Méditerranée. La France impérialiste ne peut pas tolérer que l'Angleterre soit la seule à les garder. Et c'est pourquoi insurgés du Rif et soldats espagnols s'entr'égorgent au Maroc.

Les socialistes espagnols n'apportent pas de solution à ce problème. Ils se bornent à poser la question des responsabilités civiles et militaires des récents échecs de la guerre du Maroc. Le mot d'ordre communiste est clair : *abandon du Maroc*.

THIBAUT (France) estime nécessaire d'apporter quelques précisions sur la situation en France et la situation du P.C. français lors de l'occupation de la Ruhr.

La machine financière de l'État français est complètement détraquée. Le déficit est énorme. Le gouvernement Poincaré est venu au pouvoir avec un programme d'exécution du traité de Versailles appelé à améliorer la situation. Il a laissé entendre que l'occupation de la Ruhr donnerait des résultats presque immédiats. Il y comptait aussi porter à cette occasion un coup décisif au Parti Communiste en voie de réorganisation et de réaffermissement après sa longue crise.

Sur ce point de politique intérieure, l'échec de Poincaré a été total. Le Parti français a fait son devoir. Après la conférence d'Essen, il avait commencé dans tout le pays une vaste campagne d'agitation que le complot imaginé par M. Poincaré et les emprisonnements qui ont suivi n'ont pas empêchée de se développer. Au contraire. Au cours de la répression, nous nous sommes rapprochés de la C. G. T. U., le front unique est devenu une possibilité réelle, bien que le Parti socialiste ait refusé de le former avec nous. Après Essen, les masses françaises apercevaient nettement les dangers de la politique impérialiste de la Ruhr ; notre agitation a eu un grand succès.

Lors de la conférence de Francfort, leur sensation du danger s'était émoussée. Nous avons eu plus de difficultés. Il y a encore beaucoup d'ouvriers en France qui pensent que si l'Allemagne payait, leur position matérielle s'en ressentirait, car ils auraient eux-mêmes moins d'impôts à payer. Le parti a dû réagir contre cet état d'esprit, surtout fréquent chez les réformistes.

L'occupation l'y a aidé. Elle a eu des répercussions fâcheuses sur la vie économique. Le coût de la vie a augmenté. Le change du franc a baissé. La défense des salaires est devenue une nécessité urgente. Des mouvements grévistes ont suivi. Il nous a été facile de souligner les effets désastreux de la politique d'application du traité de Versailles.

Ainsi, l'occupation de la Ruhr a eu pour effet, en politique intérieure, le complot anticommuniste et l'échec de Poincaré, puis le mouvement de défense des salaires ; en politique extérieure, elle a

suscité des conflits au sein même de la bourgeoisie française, comme le prouve la crise du Comité des Forges, et ébranlé l'Entente.

LE PRESIDENT. — La parole est à Radek pour la clôture des débats.

RADEK. — Les camarades qui ont pris la parole ont surtout insisté sur les tâches qui incombent à leur parti et ont ainsi complété mes déclarations. Je n'examinerai que les déclarations de deux orateurs.

Le discours de Neurath ne se rapportait pas essentiellement à ce point de l'ordre du jour, mais plutôt au rapport de Zinoviev, car le Parti allemand n'a rien fait que l'Exécutif ait condamné ; ou plutôt il s'appliquait au rapport sur le fascisme qui traitera des manifestations du nationalisme. Lorsque nous avons lu l'article de Neurath dans le *Vorwaerts* de Reichenberg, nous avons déclaré que nous ne l'approuvions pas parce qu'il établissait une analogie trop systématique entre 1914 et 1923. Le point de départ de l'article est faux, Neurath part en guerre contre des moulins à vent. Il dit que la bourgeoisie allemande est réactionnaire et ne peut même pas diriger la défense nationale. Nous le savions sans Neurath. Son discours était dirigé contre l'union sacrée avec Cuno. Mais où et quand le Parti allemand a-t-il proposé cette union ?

Neurath ne comprend pas l'essence du mouvement national en Allemagne, et c'est pourquoi il ne comprend pas non plus la tactique qu'il faut employer dans la lutte contre ce nationalisme. Ce qui caractérise la situation, c'est la défaite d'une grande nation industrielle rejetée au rang d'une colonie. La défaite de la bourgeoisie allemande a des conséquences d'une grande importance révolutionnaire. Si la bourgeoisie allemande ne veut pas se laisser désarçonner par le prolétariat qui refuse de prendre à sa charge les suites du traité de Versailles, elle doit sonner l'alarme contre ce traité. C'est ce qu'elle a fait. L'histoire des événements de la Ruhr n'est pas autre chose que l'histoire des tentatives de la bourgeoisie allemande pour passer de la résistance passive à la résistance active. Elle ne se contente plus de dire : Nous ne pouvons pas payer, mais : Nous ne voulons pas payer. Si Poincaré multiplie les trous dans le budget français au lieu de boucher ceux qui existent, si la bourgeoisie allemande, au lieu de reconstituer l'économie nationale avec l'aide de l'Entente, ajourne indéfiniment cette reconstitution, ce sont là des faits d'une grande importance révolutionnaire. Pour soutenir la lutte de la Ruhr, la bourgeoisie allemande a dû déchaîner tous les chiens du nationalisme et la voici prisonnière de sa propre agitation. Il en est de même du gouvernement français.

Naturellement nous protestons contre tout nationalisme. Mais nous devons nous demander si la victoire de Poincaré serait un progrès. La victoire de Poincaré affermirait la contre-révolution sur tout le continent, sa défaite au contraire détruirait le système de Versailles : ce serait donc une victoire révolutionnaire. Pour cette raison, le Parti allemand doit dire : Oui, la classe ouvrière d'Allemagne et du monde entier, y compris la classe ouvrière française, a intérêt à la chute de Poincaré. Peut-on appeler cela du social-patriotisme ? Il est vrai que la social-démocratie allemande en 1914 disait aussi que la chute du tsarisme

serait une victoire révolutionnaire. Mais quelles conséquences en tirait-elle ? Elle concluait qu'il fallait soutenir le gouvernement allemand. La différence entre la situation d'alors et celle d'aujourd'hui, c'est que la social-démocratie allemande ne sut pas tirer les conséquences révolutionnaires de la chute du tsarisme. Le Parti Communiste au contraire déclare qu'il lutte en même temps contre Poincaré et contre Cuno et qu'il se prépare à toutes les possibilités révolutionnaires. Neurath dit qu'une vague nationaliste déferla sur l'Allemagne et que nous la laissons passer au lieu de l'arrêter.

Le Parti allemand n'a pas, comme Neurath, laissé échapper la différence entre les intérêts nationaux de l'Allemagne et ses intérêts révolutionnaires qui se confondent avec ceux du prolétariat. Le P.C. allemand ne peut pas suivre une politique susceptible de diviser le prolétariat français. Il doit résolument s'opposer aux attentats des troupes d'occupation contre les ouvriers et paysans. Les bolcheviks se trouvèrent avant la prise du pouvoir dans une situation analogue, lorsque la flotte allemande entreprit une offensive contre Dago et Oesel. Nous avions avec nous la majorité de la flotte et nous étions à la veille de nous emparer du pouvoir. C'est justement parce que nous savions que nous porterions la responsabilité de l'histoire de la Russie que nous nous déclarâmes prêts à accepter le combat et à défendre Petrograd.

Les masses petites-bourgeoises et les intellectuels techniciens qui joueront un grand rôle dans la révolution sont, vis-à-vis du capitalisme qui les déclassa, dans une position d'opposition nationale. Si nous voulons être un parti ouvrier capable d'entreprendre la lutte pour le pouvoir, nous devons trouver la voie qui nous rapprochera de ces masses, et nous la trouverons non pas en craignant les responsabilités, mais en disant que *seule la classe ouvrière peut sauver la nation*. Si nous avions dit, au moment de l'entrée des Français dans la Ruhr, que nous voulions d'abord battre Cuno et ensuite chasser les Français, nous aurions été, que nous le voulussions ou non, les alliés de Poincaré.

L'Exécutif porte la responsabilité de l'attitude du Parti allemand ; il regrette seulement que la bourgeoisie allemande, par suite de son égoïsme, ait subi une défaite. Nous estimons que c'est le devoir de la classe ouvrière allemande de prendre elle-même en mains la conduite de cette lutte.

Quelques mots sur la conduite de nos camarades français. La question de la Ruhr est très simple pour les ouvriers et paysans français : ou bien les Allemands paieront, ou bien les impôts seront terriblement lourds. Naturellement, le Parti ne peut pas créer artificiellement un mouvement, mais le moment viendra d'un grand mouvement en France, le jour où Poincaré, ou bien après une longue lutte et malgré la cessation de la résistance allemande, n'arrivera à rien, ou bien, malgré sa victoire, ne pourra rien donner aux masses. La victoire ne pourra rien donner à la France, car l'Allemagne, même si elle le voulait, ne pourra payer ses dettes avant longtemps. La question du trust du fer et du charbon dans la Ruhr se prolongera pendant plusieurs années. Si Poincaré a compté recevoir des paiements de l'Allemagne en 1924, pour les nouvelles élections, il s'est trompé. Il sera obligé d'établir un nouveau programme fiscal qui imposera de plus lourdes charges aux ouvriers et paysans français.

Nous aurons durant nos débats à prendre concrètement position dans les plus importantes questions nationales. Le but de cette discussion est de montrer aux camarades la signification des événements ; ils ne nous permettent pas de mener notre politique dans le cadre de la nation sans égard à la situation internationale. (*Applaudissements.*)

STEWART propose la fondation de bourses d'études et la publication de brochures en langues orientales à la mémoire de Vorovsky. Il faut, dit-il, que les classes gouvernantes des pays capitalistes

sachent que nous remplacerons tous ceux des nôtres qui tombent sous leurs coups pour la révolution mondiale par des centaines de militants.

La proposition de Stewart est adoptée à l'unanimité.

Le président donne lecture d'une motion par laquelle les délégations des Partis anglais, français, italien, polonais, tchécoslovaque, américain et japonais déclarent prendre à leur charge les bourses Vorovsky. (*Applaudissements.*)

Après quelques communications de Neurath, la séance est levée à 20 h. 5.

## Neuvième séance (18 juin)

La séance est ouverte à midi sous la présidence de Amter.

Après quelques déclarations de Neurath concernant le travail des commissions, le Congrès passe à la discussion du 3<sup>e</sup> point de l'ordre du jour : *Les limites du centralisme dans l'Internationale.*

### Le centralisme et ses limites

BOUKHARINE. — Dans les déclarations des camarades norvégiens s'est manifestée l'opinion que l'Exécutif ne tenait pas assez compte du Parti norvégien. Je répète ici que nous considérons le Parti norvégien comme un grand parti de la classe ouvrière, un des plus importants et des meilleurs. C'est justement pourquoi il est de notre devoir de critiquer le point de vue inexact des camarades norvégiens.

La question du centralisme dans l'Internationale, la principale que nous avons à débattre avec les camarades norvégiens, n'est pas nouvelle. C'est après l'écroulement de la 2<sup>e</sup> Internationale qu'elle s'est posée. La 2<sup>e</sup> Internationale n'était, au fond, qu'une boîte aux lettres. Elle n'était pas une organisation de combat ; elle n'était pas destinée à des actions de masses internationales, elle était toujours dominée par le facteur national. Aux congrès, elle prononçait des discours de parade, mais quand il fallait agir tout s'évanouissait. La Conférence de La Haye, l'automne dernier, fut une parade de ce genre. Des résolutions y furent prises sur la grève générale, mais lorsque vint le moment de l'action, il ne resta qu'un chiffon de papier, parce qu'il n'y avait pas en réalité d'organisation centrale unie. Ce n'est pas par hasard que cette lacune organique a été soulignée dès la première cristallisation de la pensée communiste. Elle a été déjà précisée alors en partie par nous et en partie par Rosa Luxembourg, dans la thèse suivante :

La nouvelle Internationale doit être une organisation unie, dans laquelle le facteur national sera soumis au facteur international et les décisions nationales aux décisions internationales de l'organisation mondiale du prolétariat.

Dans la presse scandinave, il a été beaucoup écrit sur ce sujet autrefois. Je vivais alors en Scandinavie et il y avait accord complet entre les représentants du Parti russe et les camarades scandinaves. Partout, en Autriche, en Allemagne, ce principe de la suprématie de la conscience internationale, des décisions internationales et de l'organisation mondiale du prolétariat, était reconnu par tous les radicaux de gauche, les fu-

turs communistes. Aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal, au 1<sup>er</sup> Congrès de la 3<sup>e</sup> Internationale, cette idée fondamentale se réalise de plus en plus dans la pratique. Après la fondation de l'Internationale Communiste, au moment de la victoire de l'armée russe et de la grande offensive ouvrière en Occident, nous voyons ses progrès et sa réalisation pratique. A ce moment, Bull, un des idéologues de la majorité norvégienne, écrivait, dans le *Socialdémocrate* : « Ou bien la nouvelle Internationale existera, et alors elle sera l'état-major centralisé de la révolution mondiale, ou bien elle n'existera pas ». Donc, à l'époque de l'offensive ouvrière, lorsque même les éléments hésitants étaient pleins de sympathie pour H. C., le représentant le plus en vue de l'idéologie de la majorité actuelle du Parti norvégien reconnaissait la nécessité de la centralisation. Maintenant que la classe ouvrière se trouve sur la défensive, les éléments hésitants se sentent ébranlés dans leur sympathie pour le communisme et commencent à le critiquer.

La base sociale de cette critique économique et sociologique est dans les restes de l'économie et de l'idéologie petite-bourgeoise. Dans l'argumentation des camarades norvégiens, nous pouvons aussi trouver des conceptions proudhoniennes, et cela est compréhensible, parce que nous avons affaire ici à des partis isolés dans leurs pays petits-bourgeois et soumis à l'influence petite-bourgeoise.

La deuxième raison consiste dans l'application mécanique à notre propre organisation des méthodes de destruction justifiées à l'égard de la social-démocratie. Il y a une certaine force d'inertie historique. Les méthodes que l'on employait autrefois à détruire l'influence des dirigeants social-démocrates, on les applique ensuite à sa propre organisation. En Russie aussi, cette force d'inertie a existé dans les cerveaux de certains camarades, qui, après la conquête du pouvoir, ont maintenu leurs revendications contre la centralisation de l'armée.

La troisième raison du point de vue défectueux des Scandinaves, c'est la situation de leur pays. Les camarades norvégiens n'ont pas traversé la guerre et les explosions révolutionnaires. Les pays scandinaves ne sont pas entraînés comme les autres pays d'Occident par le grand courant mondial ; bien que cela sonne d'une manière un peu comique, ils se trouvent, dans une certaine mesure, à l'époque d'avant-guerre. Ils n'ont pas éprouvé l'importance de la lutte centralisée contre l'Etat bourgeois. Celui-ci ne les a pas encore frappés avec toute sa brutalité, et c'est pourquoi

dans leur façon de penser se manifestent les restes d'une idéologie idyllique. Ils vivent comme dans une île ; ils sont plus isolés du mouvement prolétarien que n'importe quel autre parti. Toutes ces raisons déterminent l'idéologie de la majorité du Parti norvégien.

J'en viens maintenant aux justifications. « La plus profonde » vient, comme de juste, d'un professeur, Bull, Bull, pourvu d'une très bonne formation théorique, pour justifier sa façon de poser les questions tactiques, pousse toujours les choses à l'absurde. Je le laisserai parler lui-même :

Il y a des différences dans le développement économique et social de la classe ouvrière et dans les conditions révolutionnaires en Russie, en Orient, dans les Balkans et en Occident. La révolution russe s'est produite dans un peuple d'illettrés, où l'industrie moderne datait à peine d'une génération, où la classe ouvrière par conséquent était neuve et sans traditions, où le despotisme avait éloigné la population de toute participation à la vie politique, où les syndicats étaient impossibles, etc. En Orient et dans les Balkans, les circonstances essentielles sont à peu près les mêmes. En Occident c'est le contraire. L'instruction est largement répandue, l'industrie est vieille d'un siècle, la classe ouvrière a de fortes traditions, elle participe depuis longtemps à la politique, elle a des syndicats anciens et puissants, est habituée à la libre discussion, etc.

Et quelles sont les conclusions tactiques de Bull ?

Naturellement les principaux chefs de l'Internationale ont une connaissance théorique de ces faits. Mais dans la pratique on n'en tire pas, ou pas assez, les conséquences, et cela pour deux raisons : 1° Les chefs de l'Internationale sont des Russes, influencés dans leur façon de penser par leur expérience russe ; 2° le Comité Exécutif, après avoir cessé de considérer la révolution en Allemagne comme une tâche actuelle, dirige son activité vers l'Orient et le Sud-Est. Cette politique a beaucoup d'avantages surtout du point de vue de la politique extérieure russe, etc., etc...

Voilà la base théorique de toutes les questions tactiques. Bull affirme avec la presse bourgeoise que l'I.C. est un instrument du gouvernement russe. On ne peut forcer les ouvriers d'Occident à s'adapter aux méthodes qui conviennent à l'état arriéré de la Russie barbare. Cette seule séance montre combien les camarades norvégiens et suédois sont isolés, car ils sont seuls à nourrir ces conceptions. Ce sont eux, et non pas le prolétariat de l'Europe occidentale, qui sont isolés du prolétariat russe. Cela s'explique par les raisons suivantes. Nous avons eu trois révolutions, les Allemands une, les Autrichiens et d'autres peuples ont éprouvé une très forte oppression de leur bourgeoisie. Ils ont appris par le fer et par le feu la nécessité du centralisme international.

La théorie des Norvégiens était d'abord de se dresser contre la Russie avec le prolétariat occidental et d'exiger la formation d'une autre organisation. Comme cela n'allait pas, on a trouvé la variante de Falk ; le Parti norvégien est bien un parti communiste, mais il est fondé sur ses propres traditions. C'est autre chose et c'est tout à fait exact. Je reconnais volontiers que le Parti norvégien a ses traditions, ses traits spécifiques et que son histoire lui a créé une structure spéciale. Mais comment devons-nous nous comporter, nous avant-garde, à l'égard de ces traditions ? Nous devrions les vaincre par des méthodes intelligentes et non les conserver. Vouloir une fédération au lieu d'une organisation de lutte, c'est détruire le point de départ de notre mouvement.

Tantôt on nous accuse de vouloir radicaliser le Parti norvégien, tantôt d'être opportunistes. On affirme sans fondement que notre centralisation concentre des dangers opportunistes. Dans un article de la *Gazette Ouvrière*, la situation est décrite comme si la 2<sup>e</sup> Internationale avait péri par excès de centralisation. Elle s'est écroulée justement parce qu'elle n'était pas centralisée. Dans une interview, Tranmael déclare que Moscou, c'est-à-dire l'I.C., commence à construire par la faite.

Cette forme d'organisation et d'adhésion (celle qui existe en Norvège) a la plus grande importance pour le mouvement socialiste, parce qu'elle pénètre jusqu'au centre du socialisme, jusqu'à l'économie sociale. Les usines doivent être conquises en partant des ateliers et des ouvriers, lentement peut-être, mais sûrement, et en augmentant notre influence, nous arriverons au contrôle de l'industrie et de la production.

Nous nous trouvons donc en face de la conception suivante : on conquiert peu à peu la classe ouvrière dans les ateliers, on a en main le contrôle de la production, d'abord dans quelques fabriques, puis dans beaucoup et enfin dans toutes. La bourgeoisie — comme c'est remarquable ! — nous laisse faire tranquillement. Voilà des prémisses opportunistes qui ne peuvent exister que dans les cerveaux de gens qui ne se sont jamais battus avec la bourgeoisie. D'après nous les conditions de la révolution sont les suivantes : notre lutte pour la conquête des moyens de production s'accompagne d'une guerre civile. Si la révolution est la guerre civile, dans laquelle nous devons coordonner et diriger toutes nos forces, il en résulte aussi d'autres nécessités organiques. Pour avoir le moins possible de victimes, nous devons opérer une centralisation systématique. La conception évolutionniste de la Centrale du Parti norvégien s'explique par le fait que les camarades norvégiens n'ont pas eu l'occasion jusqu'à présent de mener une lutte réelle ; c'est la théorie syndicaliste « laisser l'Etat en paix ». L'expérience de la guerre et de la révolution a contraint une partie des syndicalistes français à abandonner cette conception : Rosmer en est la preuve vivante. Naturellement le centralisme a ses dangers, et surtout en temps de paix ils étaient très grands. Mais dans des pays où il faut conquérir le pouvoir à travers des luttes sanglantes, il est dangereux de dire : nous n'avons pas besoin d'un état-major, car il entraîne avec lui la bureaucratification. La proposition de Christiania, qui expose les conclusions organiques résultant du point de vue des camarades norvégiens, introduirait dans notre parti le démocratisme wilsonien. Il y est dit que les membres ont le droit de décision. Cela veut-il dire que chacun est absolument autonome, n'est soumis à aucune discipline ? En réalité, Tranmael et Bull font régner la discipline la plus sévère à l'intérieur de la fraction. Je crois que lorsque nous disons aux ouvriers qu'il faut une direction centrale, nous leur témoignons une plus grande considération que si nous les trompons avec cette illusion du droit de l'individu à disposer de soi.

En ce qui concerne la question du mandat impératif, le point de vue norvégien est encore faux. Prenons les conflits survenus dans les différents partis. Les mandats impératifs pourraient être dirigés contre une décision éventuelle de l'Exécutif, et nous aurions ainsi un conflit permanent. Comment aurions-nous résolu le conflit français

si les délégués français avaient eu un mandat impératif ?

En ce qui concerne le choix des membres de l'Exécutif, je crois que le 4<sup>e</sup> Congrès mondial a procédé d'une manière tout à fait juste. Le Congrès mondial de l'I.C., incarnation de tout le mouvement ouvrier, peut choisir un camarade d'une minorité. Naturellement il ne doit le faire que si la situation l'exige absolument. Il est techniquement impossible et politiquement faux que l'Exécutif n'envoie aux Congrès nationaux que les délégués que les partis eux-mêmes désirent. Il en est de même de la revendication selon laquelle les Congrès nationaux devraient avoir lieu avant le Congrès mondial. Si les sections nationales se liaient par des décisions avant le Congrès mondial et si celui-ci prenait ensuite d'autres décisions, il se produirait des conflits.

Le Congrès mondial rassemble l'expérience de toutes les sections ; si les délégués ont un mandat impératif, ils ne peuvent pas modifier leur position. Dans la question des démissions, pour savoir si c'est l'Exécutif ou seulement la Centrale du parti qui a le droit de les interdire, la pratique a montré que l'Exécutif est souvent obligé d'intervenir. En ce qui concerne la Jeunesse, il est exact qu'elle est soumise en tout à son parti, mais quand il se produit un conflit entre lui et l'Internationale, nous ne pouvons pas défendre à la Jeunesse de prendre la même position que l'I.C. En ce qui concerne les interventions de l'Internationale, reconnaissons que les questions intérieures et extérieures sont très difficiles à séparer et que la composition de la Centrale, par exemple, a une importance internationale. Nos conflits avec le Parti norvégien ont comme point de départ ses critiques contre l'attitude de l'Exécutif dans la question française. Demandez aux camarades français : le Congrès mondial a-t-il bien jugé ? S'est-il produit un mieux ou non ? Nous sommes intervenus également dans d'autres pays, dernièrement en Allemagne, et tous ces partis se sont améliorés après l'intervention de l'Exécutif. Il importe maintenant de créer dans les Partis norvégien et suédois d'autres relations morales avec l'I.C. Il faut que la méfiance à l'égard de l'I.C. cesse. Les camarades et les partis qui ont contribué à former l'Internationale savent l'apprécier et ont confiance en elle. Il faut que ce soit le cas pour le Parti norvégien. Je conclus en exprimant l'espoir qu'il corrigera ses défauts dans le sens de nos principes. (*Vifs applaudissements.*)

STROEM (Suède), *co-rapporteur*. — Il n'existe pas de différends politiques et tactique entre le Parti suédois et l'Exécutif de l'I.C. Nous voulons seulement faire remarquer que l'on doit tenir compte des traditions et de la psychologie des ouvriers suédois. C'est par là que nous avons obtenu déjà de grands succès, qui pourraient être mis en danger par une lutte intérieure. Les ouvriers perdraient foi en la consolidation du Parti Communiste, et si de nouvelles scissions se produisent par suite de ces luttes intérieures, les masses nous abandonneront. Nous sommes complètement d'accord avec l'Exécutif sur les questions organiques. Nous ne sommes pas ennemis du centralisme démocratique, mais nous voulons produire ce centralisme *peu à peu*. Le dernier Congrès du Parti suédois a adopté à l'unanimité des statuts conformes aux thèses de l'I.C. Naturellement nous devons appliquer ces statuts in-

telligemment. Mais ils doivent être valables également pour les organisations dépendantes du Parti telles que l'organisation des jeunes, l'organisation des femmes et l'organisation syndicale, sinon la centralisation ne serait qu'une comédie. Nous comprenons sa nécessité et c'est pourquoi nous croyons que l'Internationale Communiste doit avoir le dernier mot dans toutes les questions internationales. Mais dans les situations spécialement nationales et locales, ce centralisme ne doit pas être interprété de façon à nuire aux sections correspondantes. En ce qui concerne la position du Parti suédois en face de ces questions, la Centrale du Parti, après le retour de nos délégués au 4<sup>e</sup> Congrès mondial, a approuvé leur attitude et confirmé les décisions prises. En ce qui concerne l'élargissement des compétences de l'Exécutif, la décision fut également confirmée avec cette remarque que l'activité de l'Exécutif demeure en contact étroit avec les différents Partis communistes et prend ses dispositions d'accord avec eux.

En outre, le Congrès du Parti a adopté les cinq dispositions suivantes sur cette question :

1<sup>o</sup> L'attitude de la Centrale du Parti est approuvée et déclarée contraignante pour le Parti ;

2<sup>o</sup> Le Congrès du Parti approuve particulièrement l'action énergique de la Centrale pour défendre l'unité ;

3<sup>o</sup> En ce qui concerne la question du programme, le Congrès est d'avis que le programme doit représenter à la fois la théorie du communisme, de ses méthodes et de ses buts, et à la fois formuler les mesures générales de transition en tenant compte des circonstances données dans les différents pays ;

4<sup>o</sup> Le Parti adopte les directives tactiques fixées par les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Congrès mondiaux ;

5<sup>o</sup> Il approuve les remarques de la Centrale du Parti.

Nous désirons posséder un état-major révolutionnaire, mais nous ne pouvons pas nous laisser séparer des masses par un excès de centralisation. Nous sommes une avant-garde, mais sans arrière-garde, sans les masses, nous ne pouvons arriver à rien. C'est pourquoi la centralisation ne doit pas être réalisée trop rapidement.

Nous ne sommes pas des illusionnistes petits-bourgeois, mais de vieux marxistes, et nous comptons parmi les plus anciens amis des camarades russes, ce qui nous fait grand honneur. Nous avons déjà un passé d'action, comme le prouve notre activité en 1905, 1909, 1916, 1917 et 1918. Mais nous croyons que l'on doit souvent faire aux masses des concessions tactiques pour ne pas se laisser couper d'elles. C'est ce que nous ont enseigné les camarades russes.

En ce qui concerne la question norvégienne, nous sommes, sur beaucoup de questions, plus près de la tendance de Schefflo que de la tendance de Tranmael. Les deux tendances ont commis des fautes et l'on aurait dû critiquer aussi l'opportunisme parlementaire de la tendance Schefflo.

RADEK. — C'est à cela que vous nous invitez ?

STROEM. — Oui, en tout cas, on aurait dû le critiquer.

RADEK. — Nous en prendrons note.

STROEM. — Malgré tout, nous soutenons la tendance de Tranmael, parce que nous ne voulons pas que le Parti norvégien soit divisé. Non seulement une scission dans le Parti norvégien ébranlerait profondément le Parti suédois, mais elle se-



rait très nuisible à toute l'Internationale. C'est parce que nous savons que les camarades qui sont ici sont aussi adversaires de la scission que nous espérons arriver à un accord sur cette question.

Enfin, il faut remarquer que l'on s'est servi de l'Union de la Jeunesse en Norvège et en Suède contre les partis. Je regrette que Boukharine ait cité d'une façon subjective quelques passages d'un article de Hoeglund et qu'il le représente manifestement comme un opportuniste et un petit-bourgeois. C'est anéantir l'autorité d'Hoeglund en Scandinavie, ce qui ne profitera qu'à nos ennemis. Hoeglund et moi, nous avons proposé, il y a vingt ans, à un Congrès de la Socialdémocratie, l'armement du prolétariat ; c'est dire que nous ne sommes pas des opportunistes.

FALK (Norvège). — Il vient apporter l'opinion des dirigeants de son parti, mais non la sienne. Les relations entre le Parti et l'Internationale ont été fixées par la résolution de Christiania, dans laquelle il est dit, au paragraphe 4 que l'autorité de l'Internationale s'étend à toutes les questions dépassant les limites du pays, tandis que l'autorité du Parti s'étend sur les questions d'intérêt local. Le Parti s'est résolu à proposer des modifications dans les statuts de l'Internationale. Il a demandé l'abrogation de la décision du 4<sup>e</sup> Congrès, défendant au Parti de donner des mandats impératifs à leurs délégués aux Congrès internationaux. Il faut encourager les partis à discuter à l'avance les questions posées devant les Congrès internationaux et à généraliser l'emploi des mandats impératifs de façon à ce que les congrès expriment réellement l'opinion faite de l'ensemble de l'Internationale.

D'autre part, chaque parti devrait pouvoir désigner son représentant à l'Exécutif, et les représentants de l'Exécutif auprès des partis devraient être agréés par les organes directeurs de ces derniers. Les Congrès nationaux devraient avoir lieu avant et non après les Congrès internationaux, afin que les sections de l'I. C. puissent en discuter l'ordre du jour. Chaque Parti devrait pouvoir décider, après les Congrès mondiaux, s'il y a lieu pour lui de convoquer un nouveau Congrès national. Tels étaient les buts du Parti norvégien sur la centralisation démocratique.

Il devrait appartenir au Parti et non à l'Internationale de décider si tels ou tels militants doivent déposer leurs mandats, bien qu'en pareil cas l'opinion de l'Exécutif puisse être tout à fait importante. Le droit d'exclusion doit appartenir aux partis nationaux et non à l'Exécutif.

Ces propositions n'étaient pas faites dans le but d'affaiblir l'Internationale. Le Parti norvégien pensait que celle-ci ne pouvait être affermie que par l'affermissement de ses sections.

Boukharine a reconnu ici les particularités du développement du Parti norvégien. Mais, a-t-il dit, la question est de savoir si ces particularités doivent être perpétuées. Le Parti norvégien pense que les traditions socialdémocrates doivent être surmontées, mais que les traditions du parti de masses doivent être conservées, et c'est une question qu'il doit trancher lui-même. Il pourrait être désirable que l'Internationale maintint son autorité présente sur un parti de masses ; la majorité du Parti norvégien ne l'a, toutefois, pas cru possible.

Nous n'avons pas eu l'intention d'imposer au mouvement des Jeunesses le contrôle des dirigeants du Parti. Il était naturel de s'attendre, de la part des Jeunes, à un certain esprit d'opposition. Les Jeunes ont besoin de liberté. Toutefois, la situation devient bien difficile si l'Exécutif des

Jeunesses ou celui de l'I. C. organise les Jeunesses contre le Parti. La lutte qui en résulte peut être le point de départ d'une scission.

Le Parti avait préparé des projets de résolutions qui devaient être soumis au Congrès.

Interrogé sur la question syndicale, Falk répond qu'il n'y a pas eu à sa connaissance de conflits entre le Parti norvégien et l'Internationale dans la question syndicale, bien qu'il y en ait un à l'intérieur du Parti.

REUER (Tchéco-Slovaquie). — Nous, délégués de la Tchéco-Slovaquie, nous sommes complètement partisans d'un strict centralisme dans la 3<sup>e</sup> Internationale. La situation économique et politique internationale, l'organisation internationale du capital, le débordement de la lutte sociale hors des cadres nationaux, font de l'organisation internationale du prolétariat révolutionnaire une nécessité absolue. L'abandon du centralisme par le Comintern (1) signifierait tout simplement l'abandon de la lutte internationale révolutionnaire et de la révolution mondiale même.

C'est en nous basant sur notre propre expérience que nous insistons si fort sur la nécessité du centralisme. Il y a quelques mois, notre Parti avait à souffrir de dures luttes intérieures et de tiraillements. Avant le 4<sup>e</sup> Congrès, l'Exécutif était déjà intervenu. Les mesures de l'Exécutif s'opposaient à notre conception, mais le cours des événements montra qu'elles étaient justes, et nous pouvons affirmer aujourd'hui qu'elles ont consolidé notre Parti.

Ce n'est pas seulement notre propre expérience et nos rapports avec le Comité Exécutif qui nous portent à défendre le centralisme, c'est aussi la structure particulière de notre Parti. Le P. C. tchèque est un Parti international qui comprend des ouvriers tchèques, allemands, slovaques, polonais et hongrois. Si les exigences de nos camarades scandinaves étaient justes, si l'Internationale n'avait pas le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures des divers partis, il n'y aurait pas, en cas de conflits intérieurs dans le Parti tchéco-slovaque, si complexe au point de vue national, une seule instance, une seule autorité qui puisse résoudre ces conflits. Ces partis sont en opposition politique et nationale violente et se combattent l'un l'autre avec des moyens qui ne peuvent être employés que par des adversaires politiques acharnés.

Chacun sait qu'un des principes de la nouvelle Internationale socialiste est que les divers partis sont complètement autonomes en ce qui concerne leurs affaires intérieures, de sorte qu'il n'y a aucune autorité internationale qui puisse, en cas de conflit entre deux partis, dire un mot décisif.

Il est certain qu'une application erronée du principe du centralisme peut comporter de grands dangers, mais il est probable que, grâce à l'expérience du Comité Exécutif et à celle que les différents partis ont déjà acquise, ces dangers pourront être écartés. Nos camarades étaient d'avis, en mars, que le Comité Exécutif avait donné des directives au Parti pour plus d'action qu'il n'était possible d'en réaliser avec succès sur une grande échelle. Mais ce ne sont là que des détails qui n'ont rien à voir avec le principe du centralisme et qui peuvent être facilement corrigés par l'expérience. En outre, le camarade Boukharine nous a déjà dit, dans son rapport, que l'Exécutif lui-même a pris des mesures pour éviter à l'avenir de tels malentendus.

(1) Comintern : Internationale Communiste.

## Dixième séance (18 juin)

La séance du soir est ouverte à 8 h. 30 par Gallicher. Suite des débats sur le rapport de Boukharine.

EWERT (Allemagne). — Ström a dit que les partis doivent avoir le droit de libre disposition dans les questions nationales. Dans la période actuelle de développement de l'impérialisme et de lutte révolutionnaire du prolétariat, il n'est presque pas de questions qui puissent être considérées comme n'ayant qu'une importance nationale. Une fausse politique dans un pays quelconque se répercute au delà des frontières et est utilisée dans tous les pays par nos adversaires. L'interview de Traumaël touche la question des relations entre le Parti et les syndicats. Il exprime l'opinion que la subordination du Parti norvégien, c'est-à-dire l'application des décisions sur le centralisme, gêne son action et son influence sur les syndicats. Cette opinion est complètement erronée. Le Parti doit veiller à ce que les syndicats défendent les intérêts de classe du prolétariat. Le leitmotiv des « circonstances particulières » qui ne permettent pas d'appliquer les décisions de l'Exécutif nous est connu par l'histoire de la lutte contre les éléments indécis du Parti allemand. Le fait que les antagonismes en Norvège ne sont pas encore arrivés au même point qu'en Europe centrale ne change en rien les devoirs du Parti norvégien ; au contraire, il doit lutter énergiquement contre toutes les déviations opportunistes. Le droit des camarades suédois est d'aider le Parti norvégien à exécuter les décisions de P. C. La situation sur le continent devient toujours plus grave, une liaison étroite avec les autres partis est de plus en plus nécessaire.

Les Partis scandinaves doivent se lier étroitement avec le Parti allemand et les autres partis. L'Internationale devra aller encore plus loin dans la voie du centralisme, et nous invitons les délégués scandinaves à collaborer à la création d'un véritable Etat-Major du prolétariat. (Applaudissements.)

AMTIER (Amérique). — Nous avons à demander aux camarades norvégiens et aux suédois qui les soutiennent : quel parti voulez-vous avoir ? Les partis autres que les leurs sont bien organisés, bien centralisés et obéissent aux directives de l'Exécutif. Il est singulier que ce soient les dirigeants des Partis scandinaves qui viennent ici combattre la centralisation. Il est également singulier que le Parti suédois, parti centralisé et basé sur l'adhésion individuelle, soutienne ici un parti d'une structure tout à fait différente.

En ce qui concerne les mandats impératifs, nous nous en sommes débarrassés en Amérique même, dans l'organisation nationale. Les délégués aux Congrès américains sont pourtant tenus de représenter certaines tendances, d'exprimer le point de vue de leurs commettants. Il doit en être de même aux Congrès internationaux, mais il faut que les délégués puissent être convaincus, au cours de discussions dans lesquelles l'expérience et le savoir de l'Internationale tout entière entrent en ligne de compte. Si le représentant d'un parti est réellement digne de participer à sa direction, il doit savoir, à son retour du Congrès international, convaincre, le cas échéant, son parti de la nécessité de modifier un point de vue. Dans le cas contraire, ce n'est pas un chef.

On s'est plaint que les membres de l'Exécutif de P. C. soient maintenant élus par le Congrès.

Mais l'Internationale est un tout unique et doit se comporter comme un tout unique. Comme l'a dit Radek, les Russes ont dû assumer la direction du mouvement, parce que les camarades des autres partis sont venus à l'Exécutif en tant qu'agents de liaison et n'ont pas voulu prendre de responsabilité.

Les Norvégiens se sont plaints de ce que l'Internationale intervienne dans les affaires intérieures du Parti. En Amérique, nous devons à la ferme intervention de l'Internationale, après deux années de tentatives de persuasion, la fusion de nos deux partis, et c'est aussi l'Internationale qui nous a demandé de revenir à l'action légale. Nous lui devons d'avoir maintenant un parti unifié et affermi.

SCHULER (Internationale des Jeunes). — Il me semble que la discussion a fait un pas en avant, car les camarades norvégiens ne mettent plus en doute le principe du centralisme. On dit bien que le centralisme international doit avoir des limites, mais jusqu'à présent on n'a fait aucune remarque à ce sujet. Le Parti suédois, justement, n'est guère qualifié pour parler là-dessus. L'Internationale Communiste s'est toujours tenue strictement aux limites qui lui étaient tracées par le tact nécessaire et la nécessité de l'intervention. Mais nos camarades scandinaves disent maintenant : oui, nous sommes pour le centralisme international, mais les partis doivent régler eux-mêmes toutes les questions nationales. Nous arriverions ainsi au principe d'organisation de la 2<sup>e</sup> Internationale. Il ne doit pas y avoir pour nous de questions nationales et de questions internationales. Toutes les questions des différentes sections intéressent aussi l'Internationale. Ce serait tout à fait comme si l'on disait qu'une Centrale de parti ne doit pas s'occuper de ce qui se passe dans les groupes locaux. Toutes les fois que l'Internationale est intervenue dans quelque section, c'a toujours été pour conseiller le mot d'ordre qui rapprocherait des masses ; c'est encore ce qu'elle fait aujourd'hui avec les camarades norvégiens en leur indiquant le mot d'ordre du Gouvernement ouvrier et paysan. Nos camarades norvégiens ont beaucoup parlé des relations des Partis communistes avec les organisations communistes de la Jeunesse. Il est très pénible de constater que les camarades qui soutiennent ici l'autonomie, la décentralisation, etc., veulent opprimer, dans leur propre organisation, toute tentative d'activité de l'organisation de la Jeunesse. Le 4<sup>e</sup> Congrès a décidé que les Unions des Jeunes Communistes sont subordonnées aux partis politiquement, c'est-à-dire ont non seulement le droit, mais encore le devoir de participer à la vie du Parti, non seulement individuellement, mais encore comme organisation. Les camarades norvégiens nous ont demandé si P. C. veut que la Jeunesse communiste joue un rôle d'opposition à l'égard du Parti. L'union de la Jeunesse n'a jamais fait au Parti une opposition durable ; elle s'est contentée de prendre position sur certaines questions. Ce droit, la Jeunesse continuera à le revendiquer à l'avance.

Je dois également protester contre une expression des camarades suédois. On a dit que l'Internationale Communiste veut faire des Jeunes scandinaves des corps de franc-tireurs contre les partis. Cette expression militaire me rappelle Longuet, parlant du pistolet de Zimoviev. Aujourd'hui, Longuet est un des adversaires les plus acharnés

de l'Internationale Communiste. Tant qu'il y aura une Internationale Communiste et des Jeunesses Communistes, nous serons, non seulement en Scandinavie, mais partout, les champions du communisme. J'espère qu'il sera possible d'arriver à une entente avec nos camarades scandinaves. La première condition, c'est qu'on s'entende sur ce principe que l'Internationale Communiste doit être un Parti mondial. (*Vifs applaudissements.*)

Georges LEVY (France). — Nous avons, dit-il, bien souvent entendu, de la part de militants qui ne sont plus de notre Parti, les objections que les camarades norvégiens sont venus apporter à cette tribune. Dès que les décisions du 4<sup>e</sup> Congrès ont été connues, les camarades qui, depuis, se sont appelés les résistants, sont sortis du Parti et ont formé un nouveau parti en opposition avec l'Internationale, ont adopté une attitude analogue à celle de certains délégués scandinaves. Nous n'entendons rien préjuger de l'attitude que prendront les camarades norvégiens, mais il serait pénible pour l'Internationale que les difficultés et les expériences de l'une de ses sections ne puissent pas servir à une autre.

L'orateur examine successivement les principaux arguments invoqués par les résistants et analogues à ceux des Norvégiens. — « La direction de l'Internationale par les Russes : la presse bougeoise et socialdémocrate en ont parlé les premières. Nous savons tous que l'Exécutif a maintes fois demandé aux partis de lui envoyer leurs militants les plus responsables, les plus qualifiés. Il y a pourtant une influence légitime dans l'Internationale : celle de ceux qui ont fait la Révolution. » — « L'Internationale est un instrument aux mains de la Révolution russe : Trotsky a déjà fait justice de ce pauvre argument. La Révolution russe et l'Internationale sont indissolublement liées, la défaite de la première serait la fin de l'autre et vice versa. — On a dit aussi que l'Internationale voulait imposer une discipline excessive. Mais notre discipline est volontaire, active, c'est celle de l'action après la discussion fraternelle. — On a invoqué des traditions nationales, tout comme pendant la crise française. On a parlé du mandat impératif des délégués, comme si les Congrès internationaux présenteraient quelque utilité si l'on y venait avec des résolutions toutes faites. Que les délégués des sections reçoivent de leurs partis des directives générales, rien de plus naturel. Mais il faut que l'expérience internationale puisse leur servir. Comme les Norvégiens, nos résistants ont prétendu vouloir redresser la politique révolutionnaire du Parti, compromise, à les entendre, par les décisions du 4<sup>e</sup> Congrès. Nous ne songeons pas à contester la valeur de l'action des camarades norvégiens dans leur pays. Un petit fait nous frappe pourtant : leur journal s'appelle encore le *Socialdémocrate*.

Les Norvégiens répètent aujourd'hui les arguments d'hier des adversaires français de l'Internationale. Nos résistants d'hier citent aujourd'hui les Norvégiens, les donnent en exemple. Ainsi, leur action sert contre l'Internationale, même quand ils voudraient la strictement limiter aux frontières de leur pays. On ne peut plus à cette époque discriminer ainsi le national et l'international.

Notre expérience doit servir aux camarades norvégiens. Qu'ils la considèrent. Il est temps encore pour eux de se ressaisir et d'accepter sans réserve les directives de l'Internationale. Tel est leur intérêt et aussi celui de l'Internationale.

RADEK. — La question du centralisme démocratique a à présent une importance encore plus grande qu'en période d'offensive du prolétariat. Nous nous rendons compte dans la lutte de l'absolue nécessité d'une centralisation des forces. Mais nous sommes dans une époque de transition et de la formation d'une direction centrale internationale difficile. Quand l'Exécutif a jugé nécessaire d'intervenir dans les soi-disant affaires intérieures des partis, il n'est jamais intervenu dans des affaires locales, mais dans des questions d'importance internationale. Durant mon séjour en Norvège, j'ai pu me convaincre que notre Parti peut y faire des progrès. Que la tendance actuellement opposée aux décisions de l'Internationale soit forte ou faible, peu importe, je suis convaincu que le jour où nous poserons le dilemme : avec l'Internationale ou contre elle, le sort de nos adversaires sera décidé. Ils seront battus. Ce que je crains seulement, c'est que nous perdions des camarades qu'il serait désirable de conserver. Ainsi, Tranmael n'est pas seulement pour nous une individualité, mais un des éléments du futur Gouvernement ouvrier, et c'est là la cause de notre patience. Nous sommes assurés non seulement que nous obtiendrons un *modus vivendi* avec nos camarades norvégiens, mais qu'ils se convaincront de la justesse de notre tactique. Nous n'aurions rien contre le groupe *Mot Dag*, s'il menait une action communiste révolutionnaire, au lieu de constituer une menace de réformisme.

En ce qui concerne les rapports entre la direction du Parti suédois et la Jeunesse, entre la Jeunesse norvégienne et le Parti, l'attitude d'opposition des Jeunesses est un symptôme très significatif. C'est dans les Jeunesses que sont les adhérents les plus ardents et les plus convaincus du communisme, et quand ceux-ci font opposition à la direction du Parti, c'est une preuve de la faiblesse de cette dernière.

Pour conclure, nous ne pouvons pas faire de concessions sur les principes généraux de l'Internationale, ils ne sont pas objet de marchandage. Dans chaque cas qui peut se présenter, il est possible d'arriver à un accord concret basé sur nos principes. L'Exécutif ne disputera jamais sur minuties. Mais nous devons clairement comprendre les nécessités générales de notre mouvement révolutionnaire et nous efforcer d'y répondre.

URBANI. — On a essayé de trouver dans les communistes italiens des alliés contre le centralisme. Rien n'est plus faux ; au contraire, le Parti italien et son chef Bordiga ont même réclamé l'application urgente des décisions sur le centralisme. Les Jeunesses italiennes s'opposent également aux prétentions des Scandinaves. Si l'Italie peut être utilisée en la matière, c'est pour et non contre la centralisation.

KORITSCHONER (Autriche). — C'est avec un malaise toujours croissant que nous avons suivi le développement de la situation dans les pays scandinaves, nous qui avons fait partie de la gauche de Zimmerwald et qui étions parmi les fondateurs de l'Union de la Jeunesse suédoise. L'intervention du représentant du pays norvégien, Falk, me semble une provocation directe. L'Internationale Communiste forme un tout indivisible. Bien des camarades peuvent désapprouver, dans telle ou telle situation, les actes de l'Exécutif. Cependant, nous devons essayer de faire de notre Internationale une Internationale d'action, prête au combat, et cela par le moyen du centralisme. Une organisation fédérative dans l'Internationale

nous rendrait impuissants, en face de la concentration des forces qui s'opère du côté opportuniste. Il est nécessaire que les camarades scandinaves reprennent conscience de leurs devoirs envers les ouvriers de l'Europe centrale et occidentale. Tout ce qu'ils entreprendront contre l'Internationale Communiste, tout relâchement du centralisme, constitue un obstacle dans la lutte pénible que nous menons contre le capital mondial et le réformisme international. Nous espérons que la masse des ouvriers scandinaves et leurs dirigeants comprendront qu'ils ont aussi des obligations, puisqu'ils font partie du mouvement ouvrier international.

SCHEFFLO (Norvège). — Au nom de la minorité de la délégation norvégienne, j'ai quelques explications à présenter au sujet de ce qu'a dit le camarade Stroem, sur le danger de scission : à notre avis, ce danger n'existe pas. Nous espérons qu'au prochain Congrès du Parti, c'est notre fraction qui aura le dessus. Au cas contraire, nous n'en resterons pas moins au sein du Parti. Je suppose que le camarade Tranmael peut en dire autant.

KUUSINEN (Finlande). — Dans un de ses articles, le camarade Tranmael impute à l'Internationale Communiste d'avoir hérité de deux défauts de la 2<sup>e</sup> Internationale : opportunisme et centralisme. Or, nous savons que l'histoire de l'Internationale Communiste est précisément celle d'une lutte acharnée contre l'opportunisme. Nous savons également que la 2<sup>e</sup> Internationale est venue à la ruine pour s'être décentralisée, et le camarade Tranmael doit le savoir aussi bien que nous. Mais peut-être Tranmael entend-il par centralisme autre chose que nous et peut-être cela provient-il de ses traditions de lutte contre l'ancienne bureaucratie syndicale. Il a peur du parallélisme et de l'antagonisme entre les syndiqués et la bureaucratie ; en ce sens, il a raison dans une certaine mesure de crier gare au danger. Dans les thèses du 2<sup>e</sup> Congrès, il est dit à ce sujet : « Le mouvement ouvrier révolutionnaire hérite inévitablement, dans une certaine mesure, de l'entourage bourgeois, de ses tendances de formalisme et de bureaucratisme ». Le Parti Communiste doit combattre ces contradictions par un travail systématique de préparation politique et d'organisation, ainsi que par une amélioration et une révision minutieuse. Et nous entendons par centralisme démocratique la liaison du centralisme avec la démocratie prolétarienne, la centralisation de la lutte. Aussi, les limites de la centralisation doivent-elles être portées aussi loin que l'exige l'action révolutionnaire. Le mot d'ordre du Parti mondial lancé par le 4<sup>e</sup> Congrès n'a rien de neuf en soi ; il est aussi vieux que l'est l'Internationale Communiste elle-même. Ce Parti mondial n'existe pas encore, il est notre but, et si nous pouvons discuter sur les voies qui nous permettront d'atteindre ce but le plus vite et le mieux, nous ne pouvons en aucune façon mettre en question ce but lui-même. Construire un Parti mondial est difficile. Nous n'en avons que les commencements. L'histoire de cette édification n'a été jusqu'à présent que celle principalement de l'immixtion dans les affaires particulières des différents partis. Très rares furent les cas où cette immixtion amena la satisfaction générale ; mais, après les premiers frottements, il nous est resté quelque chose de précieux : la notion de l'importance d'une coordination d'ensemble par l'Exécutif de l'I. C. De là, une communauté combative très cohérente et

une confiance profonde des partis pour l'Exécutif, qui signifie bien plus que la primitive adhésion à l'I. C. Il est vrai que les directives émanent la plupart du temps des camarades russes, mais ce n'est pas seulement parce qu'ils sont Russes, mais parce qu'ils ont une expérience internationale.

Prenons, par exemple, la dernière immixtion dans les affaires intérieures du Parti américain. Grâce à l'intervention de l'Exécutif, un parti unique s'est formé. Les particularités du Parti scandinave n'affranchissent nullement nos camarades scandinaves de leurs obligations ; elles peuvent motiver un autre point de départ, un autre niveau d'action, mais, en aucun cas, une autre orientation. A en juger par les rapports du représentant de l'Exécutif en Norvège, seuls des éléments peu nombreux du Parti sont actifs. La question se pose donc de savoir comment faire pour les pousser à une activité plus grande. Le camarade Tranmael exige des garanties contre l'opportunisme ; la meilleure garantie possible, c'est, d'une part, le désarmement de la bourgeoisie et, d'autre part, les préparatifs que nous faisons, nous autres communistes, pour renverser la bourgeoisie. En Suède, la situation est plus difficile encore, le P. C. y est très faible en face d'un grand Parti socialdémocrate. Mais je dois dire que le P. C. suédois tire la plupart de ses membres des syndicats. Ici encore, il s'agit avant tout de décupler l'activité. Nous avons surtout à critiquer l'attitude adoptée par la Centrale du Parti à l'égard des Jeunesses. Hoeglund aurait dû rester fidèle à ses anciennes traditions de pionnier du mouvement des Jeunesses Communistes et travailler à établir de meilleures relations entre les Jeunesses et le Parti. Pour terminer, je souhaite que ce Congrès voie Tranmael et Schefflo se tendre la main dans le désir de bâtir ensemble notre Parti Communiste international.

HOEGLUND (Suède). — Il est vrai, comme l'a dit Kuusinen, que nous n'avons pas encore en Suède un parti de masse, mais nous avons de plus en plus d'influence sur la classe ouvrière. Nous n'avons pas voulu forcer l'Exécutif à se conformer à notre volonté, nous avons seulement voulu justifier notre position. Nous sommes et nous avons toujours été pour le centralisme démocratique. Il s'agit seulement de savoir de quelle façon il doit être appliqué et comment l'on peut éviter les excès du centralisme et de la bureaucratie. L'Exécutif doit examiner avec plus d'attention la question scandinave. Je dois protester contre les paroles de Boukharine qui nous représentent, d'après un article, comme des pacifistes. Lors des événements scandinaves en 1905, nous avons déjà lancé le mot d'ordre de la grève générale et de l'insurrection armée. Il en fut de même en 1916, Boukharine peut en témoigner, puisqu'il vivait à cette époque en Suède. Nous ne représentons pas le point de vue du développement pacifique, pas plus que ne le représente la tendance de Tranmael en Norvège, mais nous vivons dans une autre phase et il serait ridicule aujourd'hui de lancer en Scandinavie le mot d'ordre de l'armement du prolétariat. L'aggravation du centralisme mettrait l'Exécutif en face d'obligations qu'il ne pourrait remplir ; c'est pourquoi nous y sommes opposés.

STEWART (Grande-Bretagne). — Les camarades norvégiens ont déclaré qu'ils ne pouvaient espérer changer l'attitude de l'Internationale sur la question de la centralisation. Cela est bien. Il est clair en effet que l'Internationale n'avait

pas la moindre intention de faire ici la plus petite concession.

Dans la Commission, quand j'ai demandé à Falk quel degré de centralisation serait acceptable pour le parti norvégien, sa réponse s'est résumée en pratique au rejet de toute centralisation.

Tous les partis qui ont été d'abord opposés à l'intervention de l'Exécutif ont convenu à la longue qu'elle a été profitable. Je parle au nom d'un parti qui espère une intervention et même vigoureuse.

Les camarades norvégiens attendent-ils que leur bourgeoisie leur exécute une petite révolution scandinave conforme à toutes les particularités nationales ?

La centralisation démocratique fut adoptée afin d'éviter le fiasco des Internationales précédentes et le progrès constant de la 3<sup>e</sup> à côté de l'influence décroissante des autres prouve combien ce système est bienfaisant.

STROEM (Suède). — Je voudrais rectifier quelques remarques qui ont été jetées dans le débat.

Nous ne croyons pas que la lutte de classes en Scandinavie soit une idylle ; Boukharine le sait, ayant séjourné dans une prison suédoise.

Ewert ne m'a pas compris, s'il me croit opposé au centralisme. Nous nous plaçons sur le terrain du centralisme, mais dans des questions tout à fait particulières et de nature locale, nous avons besoin d'une certaine liberté.

Il n'est pas exact non plus que nous pensions que la direction de l'Internationale compte trop de Russes. Je dis au contraire : heureusement que les camarades russes y ont tant d'influence !

Je dois répondre à Schuler que nous ne sommes nullement contre la liberté de discussion dans nos Jeunesses, mais nous ne pouvons pas supporter qu'elles se transforment en une fraction opposée au parti. Radek voit dans ce phénomène un symptôme alarmant : je voudrais savoir quel parti n'a jamais éprouvé d'opposition de la part de la Jeunesse.

FALK (Norvège). — Stewart a répété un reproche qui a souvent été fait, à savoir que le parti norvégien repousse toute centralisation et demande la liberté intégrale pour le parti, pour les sections locales, pour chaque membre. Cela n'est pas conforme à vérité. Les camarades norvégiens veulent une forte centralisation tant pour le parti que pour les membres. Il n'y a pas de divergence d'opinions à ce sujet : la question est dans les modalités.

En Suède et au Danemark, nos partis sont petits. En Norvège le Parti Communiste groupe la masse des ouvriers. La question était donc de le maintenir en tant que parti des masses. Les conditions en Norvège ne sont point autres qu'en Suède ou en Danemark, mais on courrait le risque d'obtenir les mêmes résultats que dans ces pays, en suivant la même tactique.

Si le parti norvégien a fait des réserves avant d'entrer dans la 3<sup>e</sup> Internationale, c'est afin de maintenir dans ses rangs la masse ouvrière. Si l'on n'y prend garde, les masses peuvent fuir.

Des déclarations analogues à celles de Schefflo ne font ni chaud ni froid à l'unité du parti. Seuls les actes quotidiens peuvent l'affecter. En réponse à la déclaration de Schefflo, la majorité de la délégation tient à déclarer que la résolution unanime adoptée par le Congrès national dans la question des relations entre l'Internationale et le parti supposait le conflit entre l'Internationale et le parti

terminé. La majorité a loyalement observé la résolution, mais la lutte a été rouverte et il est impossible d'en prévoir les conséquences. Quoi qu'il en soit la situation est devenue bien plus grave qu'elle ne l'était.

Si on veut maintenir au parti norvégien son caractère de parti de masses, l'autorité de l'Exécutif ne doit pas être employée comme elle l'a été l'année dernière.

FLYG (Suède). — Stroem affirme que le parti suédois est fortement centralisé et que ses statuts sont obligatoires aussi pour la Jeunesse, car ils ont été élaborés avec la collaboration de ses représentants. Il dit que nous avons déjà contribué à faire naître assez de conflits intérieurs et que le parti ne peut tolérer que l'Union des Jeunesses devienne un parti dans le parti. Nous sommes d'accord. Certainement, nous avons eu beaucoup de conflits intérieurs, mais pourquoi ? Parce que Hoeglund et Stroem ont toujours affirmé qu'ils étaient pour les décisions du C.E., mais qu'ils ne pouvaient pas les appliquer immédiatement. Je crois que cette session de l'Exécutif élargi contribuera à faire régner de meilleures relations et permettra ainsi aux partis norvégien et scandinaves de travailler avec ensemble à la cause commune. Je me joins aux paroles de Radek : si le parti ne se dresse pas contre l'Internationale Communiste, il peut compter sur la collaboration et l'aide de la Jeunesse communiste.

La parole est donnée à Boukharine pour le discours de clôture.

BOUKHARINE. — Ce point de l'ordre du jour devait fournir l'occasion d'une discussion avec les camarades scandinaves. Ce n'est pas de notre faute si la discussion s'est tournée contre eux. Falk a déclaré qu'il n'est pas d'accord sur le côté théorique. Ce n'est pas occasionnellement qu'il l'a dit, mais au contraire parce qu'il manque d'arguments. Ce sont les camarades scandinaves qui ont pris l'offensive. Quand ils se sont aperçus que presque toute l'Internationale était contre eux, ils sont passés à la défensive. Hoeglund dit : nous sommes innocents, nous demandons seulement plus d'attention pour les questions scandinaves. Nous sommes d'accord, mais nous prions les camarades scandinaves d'accorder plus d'attention à l'Internationale tout entière. Les représentants de presque tous les pays ont affirmé dans la discussion que le Comité Exécutif est presque toujours bien intervenu dans les questions nationales. Pourquoi les camarades scandinaves n'ont-ils rien dit là-dessus ? Quand on nous dit que nous avons commis des fautes en Scandinavie, nous devons montrer tout le bilan. La discussion a prouvé que l'Exécutif de l'I. C. a bien conduit le mouvement du prolétariat mondial, et c'est l'essentiel. Pourquoi notre direction, reconnue juste dans tous les pays, aurait été mauvaise en Scandinavie seulement ? J'ai peine à croire que la faute retombe sur l'Exécutif, au contraire elle doit être cherchée de l'autre côté. Falk a insisté dans son dernier discours sur la réserve faite par son parti en entrant dans l'Internationale. Je pense que cette réserve est la cause de la situation actuelle et de l'isolement du parti norvégien. Hoeglund manœuvre volontiers, mais pas toujours adroitement. Stroem déclare reconnaître le point de vue centraliste. Hoeglund au contraire défend le point de vue du parti norvégien, qui y est complètement opposé. On pourrait me reprocher de présenter les choses sous une forme caricaturale. Mais la caricature n'est que l'exagération de la réalité. J'ai

indiqué certaines tendances opportunistes. Nous a-t-on opposé des arguments ? Les camarades nous menacent du spectre de la scission, mais qui cherche la scission ? On nous reproche de vouloir détruire l'autorité de tel ou tel camarade. Au contraire. Par leur attitude, ces camarades détruisent eux-mêmes leur autorité. Ils me reprochent d'avoir cité des phrases d'un article sans indiquer la situation spéciale dans laquelle il a été écrit. Un mot français dit : « Tout comprendre, c'est tout pardonner ». Tel n'est pas le cas pour nous.

Hoeglund dit ensuite qu'il serait insensé d'armer le prolétariat en Suède et en Norvège. Il ne fait que tourner la question. Dans ma polémique avec Tranmael, je ne lui ai pas reproché de ne pas défendre le mot d'ordre de l'armement, mais son idéologie antimilitariste. C'est ce que Hoeglund ne veut pas comprendre.

Stroem dit que je devrais savoir qu'il n'existe pas en Suède de mœurs idylliques, puisque moi-même j'y ai séjourné en prison, mais si je compare les événements d'Europe centrale, de la Ruhr, de Yougoslavie, d'Italie, de la Hongrie et à l'heure actuelle de Bulgarie, je me crois en droit d'affirmer qu'en Scandinavie les mœurs idylliques régneront encore.

Stroem affirme que le parti suédois est pour le centralisme. Peut-être, mais, d'après la méthode norvégienne, avec de si fortes réserves qu'au moment critique il peut fort bien se déclarer pour une autre tactique.

Falk trouve que j'ai complètement raison en soulignant qu'il s'agit maintenant d'effacer les traits spécifiques du parti norvégien ou de les conserver. Dans son deuxième discours Falk prétend que notre attitude a été continuellement moqueuse. De ces deux affirmations, laquelle est juste ? Que peuvent bien être les traits spécifiques du parti norvégien ? Il dit que le parti norvégien

est un parti de masses. Mais n'avons-nous pas d'autres partis de masses ? Les partis allemand, tchécoslovaque, russe, ne sont-ils pas des partis de masses ? Cela ne peut donc constituer un caractère spécifique. Le caractère spécifique, c'est que le parti norvégien s'est affilié à l'Internationale sous certaines réserves. Et c'est là qu'est le mal à guérir. Falk affirme que la discussion actuelle a ravivé la lutte des fractions au sein du parti norvégien. Mais nul ne peut sérieusement protester contre le droit de l'Exécutif à discuter ces questions. Nous devons expliquer à tous les autres partis de l'Internationale les points de vue des camarades norvégiens et suédois et de l'Exécutif.

On a beaucoup parlé ici de l'obéissance jésuitique des camarades russes. Je conseille aux camarades scandinaves d'étudier de plus près notre parti. Je ne sais pas si nos camarades norvégiens connaissent nos noyaux ouvriers d'usines. Souvent ils comptent seulement 5 ou 6 membres, et cependant ils s'intéressent à toutes les questions politiques et dans aucun parti la vie n'est aussi active que chez nous. Il n'y a là aucune discipline automatique, mais l'union dans l'action.

Nous ne saurions affirmer que nous n'avons jamais commis de faute et nous n'avons rien contre les critiques ; au contraire si l'on nous montre une faute, nous sommes prêts à la réparer. Nous pouvons affirmer que nous désirons l'entente la plus rapide entre l'Exécutif et le parti norvégien et pour cela nous ferons à la commission toutes les avances possibles. Mais nous regardons comme notre devoir de critiquer tout symptôme de déviation du point de vue de l'Internationale. Notre tâche consiste à faire tout le possible dans la commission afin qu'après cette session de l'Exécutif, nous puissions tous marcher en rangs compacts à l'assaut de la bourgeoisie. (Applaudissements.)

# Le Mois en Russie Soviétique

(15 AVRIL - 15 MAI)

Le gouvernement soviétiste, sous la direction du Parti communiste, est reconnu et senti en Russie comme le gouvernement du pays. Les événements de ce mois semblent groupés comme à dessein pour rendre cette vérité évidente aux pires aveugles, ceux qui ne veulent point voir.

Le 12<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste n'a pas un seul instant parlé de communisme en général, de doctrine, d'agitation, d'idéal éloigné, à atteindre. Il a traité des questions de politique concrète ; s'il discute la gestion du Comité central, c'est au point de vue des résultats atteints et non des principes (discours de Zinoviev) ; s'il veut conduire le pays dans la voie du socialisme, c'est par le progrès de la grande industrie et non pas par la contrainte (Trotsky) ; s'il gagne les paysans, c'est par l'amélioration de leurs rapports avec l'Etat et non par les discours (Kamenev, Kalinine, Sokolnikov) ; s'il reprend le problème des nationalités, c'est dans les conditions particulières de

l'Union des Républiques Soviétistes en 1923 (Staline). Jamais encore ce caractère n'avait été aussi accusé. Jamais on n'avait eu à un tel point l'impression d'être en présence d'un parti de gouvernement. L'âge de la majorité des délégués, autrefois de 25 à 30 ans, aujourd'hui de 30 à 40, en est encore un signe.

Les résolutions, après débats, ont été adoptées à l'unanimité.

Le nouveau Comité central, renforcé de membres nouveaux (citons Oukhanov, ancien ouvrier et directeur actuel de l'usine *Dynamo*, désigné comme le meilleur directeur rouge » de Russie au cours de la *Pravda*), est chargé de continuer la politique étrangère de paix, mais de défense des intérêts populaires (monopole du commerce extérieur), la politique intérieure de perfectionnement des rouages administratifs et économiques, et à l'intérieur du parti la droite ligne bolchevique qui assure l'unité.

Pour l'industrie, la possibilité est reconnue d'établir un certain plan, non plus universel et pouvant tout au plus servir d'orientation, comme jadis, mais limité et pratique, qui permettra d'éviter aux entreprises d'Etat les crises de matières premières, d'écoulement ou autres ; on s'efforcera d'obtenir l'estimation exacte des prix de revient ; on concentrera encore la production, pour augmenter le rendement ; on simplifiera l'appareil commercial ; les usines jouiront, au sein des trusts, d'une plus grande liberté de manœuvre ; le financement de l'industrie sera relié plus étroitement au Conseil d'Economie Nationale qui la dirige ; enfin, le personnel responsable sera choisi avec plus de soin et sous l'influence plus immédiate du Parti communiste. Ce programme est on ne peut plus réel, il tend tout entier à ceci : relever la production et en même temps faire qu'elle ne coûte plus à l'Etat, comme cette année, mais lui rapporte.

La résolution sur l'impôt dans les campagnes est déjà en voie de se transformer en acte législatif : réduction de toutes les contributions directes à un « impôt agricole unique », qui ne sera versé en nature que dans les régions productrices et en papier dans les zones industrielles ou consommatrices et qui sera perçu dans chaque endroit par un service unique, l'Approvisionnement dans les premières, les Finances dans les secondes. Les mesures préliminaires d'application sont déjà prises.

Combattre plus que jamais les survivances ou les pousses nouvelles du chauvinisme grand-rusien, sans encourager les nationalismes locaux, et pour cela instituer, dans le Comité central exécutif de l'Union des Républiques Soviétistes, une Chambre représentative des Etats ou des nations, telle est la décision, également unanime et pratique, votée sur la question nationale.

Ces résolutions ont aussitôt été répandues par la presse et par la parole dans les groupements communistes et de là dans tout le pays.

Le 1<sup>er</sup> mai, peu favorisé par le ciel, en a été rendu moins joyeux que les autres années. On a revu cependant les enfants, de clair habillés, juchés sur les camions automobiles ou sur les tramways et remplissant la ville de leurs cris. Les jeunes gens de la « Préparation militaire », en costumes de gymnastes, ont martelé le pavé d'un pas volontaire. La procession interminable de la population laborieuse a fait le tour des quartiers avec ses étendards, sous les yeux des passants non organisés et de quelques bourgeois. Aux devises habituelles s'ajoutait, au risque de choquer les goûts classiques, une dose de carnaval. Les cheminots ont porté sur un char une locomotive grande naturelle ; les typographes ont exhibé, sur la place du Théâtre, leurs casses et leurs presses à imprimer et lançant des tracts ; d'autres ont sorti des enclumes, des réductions d'avions, etc., etc. Certains se sont représentés eux-mêmes dans une cage avec barreaux et geôliers : les lendemains de 1<sup>er</sup> mai pour les ouvriers sous le tsarisme. Ailleurs, dans une cage aussi, c'étaient les socialistes-révolutionnaires, et comme de vrais s.-r., ils ont crié à notre passage : « A bas le Komintern ! »

Ce qui manquait peut-être à cette satire, c'est

le bourgeois moderne, le « nepman », qui n'est cependant pas épargné dans les journaux illustrés comme le *Crocodile*. Sans doute il est dangereux par sa multiplication, par son influence sourde, mais il ne fournit pas encore par sa taille individuelle matière à la représentation populaire.

Revue sur la Place Rouge, aéroplanes tournant au-dessus de Moscou, meetings, cinéma en plein air, manifestations non moins grandioses à Pétrograd et dans toutes les villes, je passe sur tout le côté pittoresque où l'élément traditionnel tient une grande place. Ce qui est à noter comme un symptôme, c'est que les campagnes aussi ont célébré cette année le 1<sup>er</sup> mai. Aux barrières de Moscou, les ouvriers se sont rencontrés avec les délégations des villages dont ils ont pris le patronage ; dans la province de Tsaritsyn, on a honoré les meilleurs cultivateurs ; ailleurs cortèges et décorations extérieures dans les campagnes comme dans les villes. En un mot paysans se sont joints à la fête du prolétariat.

Dans les jours suivants, les savants ont apporté aussi leur présent ; les sondages opérés patiemment et méthodiquement sur le terrain de l'« anomalie magnétique » de Koursk ont révélé la présence, à une profondeur de moins de 200 mètres et sur une longueur d'environ 250 kilomètres, d'un minerai contenant environ 40 % de fer. On se représente la richesse d'un tel bassin, infiniment supérieur à celui de Krivoï Rog, connu dans les Bourses d'Occident. Les recherches avaient été entamées sous le tsar, par un savant qui a émigré en emportant (propriété privée sans doute !) les plans déjà établis. Elles ont été reprises dès 1919 par la Révolution, en pleine guerre civile, avec l'encouragement direct de Rykov et de Trotsky ; le minerai a été trouvé précisément à l'endroit déterminé par le calcul, et ce même calcul fait prévoir, à une profondeur plus grande, un minerai absolument pur. Les professeurs président, vice-président et membres de la « Commission de l'anomalie » ont eu leurs noms et titres publiés dans la presse, ils ont été élus députés honoraires des soviets de Moscou et de Pétrograd ; cet hommage rendu à l'individualisme intellectuel, il reste que le monde savant lui aussi travaillé sous le gouvernement soviétique à la richesse russe.

Dans le Sud, c'est un nouveau bassin pétrolier qui vient de se manifester ; à Bakou, à Grozny, s'ajoutera Maykop. La fontaine qui avait donné dans les 3 premiers jours de son éruption une moyenne de 3.200 tonnes par jour est retombée à 800, phénomène normal. Mais elle atteste la présence du naphée en un lieu où les Anglais avaient autrefois abandonné les forages.

Dans le cadre d'ordre et de méthode où se développe maintenant l'Etat soviétique, les deux « Semaines » des Invalides, puis des Enfants abandonnés, étonnent comme un anachronisme. Le temps est passé des campagnes extraordinaires pour remédier à tel ou tel besoin urgent. Il est vrai qu'il s'agit ici d'héritages de la guerre et de la famine. Plus on héberge d'enfants dans les villes, plus il en arrive des villages ruinés. On compte qu'ils sont ainsi 2 millions d'abandon-

nés dans les campagnes. Il est juste, dans ce cas exceptionnels, de faire appel à toute la population. Et ce qu'on avait déjà constaté s'est vérifié de nouveau ; les marchands ont prétexté la lourdeur des impôts ! Pour les invalides, il s'agit de perfectionner les ateliers de rééducation, dont plusieurs expositions ont popularisé les résultats. Le bénéfice matériel de ces deux semaines, changées d'ailleurs en quinzaines, n'a pas encore été publié.

D'un autre caractère a été la Journée de la Presse. Elle avait plutôt pour but d'attirer l'attention sur les journaux, leur liaison avec la population, leur expansion. Les camarades russes se plaignent toujours de la qualité de leur presse : je crois qu'aucun communiste occidental, et la regardant même superficiellement et en la comparant avec celle qu'il connaît, ne comprendra ces plaintes. Il faudrait décrire en détail la *Pravda*, les *Izvestia*, la *Vie Economique*, la *Gazette Ouvrière*, le *Travail*, la *Gazette Rouge*, même nombre de feuilles provinciales, pour montrer quelle richesse d'information, de pensée et d'enseignement, le lecteur y trouve, quel soulagement on éprouve à les lire, après la futilité malsaine de leurs confrères des pays capitalistes. Leur défaut, immense, est ailleurs : pour toute la Russie, il se tire par jour moins de 2 millions d'exemplaires, et sur le nombre 80.000 à peine sortent des villes. Ajoutons que ces journaux sont, relativement aux autres prix, trop chers.

L'institution qui devrait être la carcasse de la grande presse non spécialisée, celle des « correspondants ouvriers », est déjà florissante. De leur établi, ils envoient au chef-lieu ou à Moscou leurs observations, leurs conseils ou leurs réclamations ; ils signalent les abus qui ont résisté aux moyens ordinaires, ils font connaître l'état d'esprit et les conditions de vie de leurs camarades. Plusieurs pages de la *Gazette Ouvrière*, une page de la *Pravda*, sont chaque jour composées de leurs lettres. Les administrations fautives sont obligées de se corriger et en même temps les auteurs s'exercent à l'expression écrite de leurs idées. Pour protéger les correspondants contre les vengeances, qui ne sont pas rares, on leur a accordé à l'intérieur des entreprises les mêmes garanties contre les renvois injustifiés qu'aux membres des Comités d'usines.

Le 9 mai s'est terminé le Concile de l'« Eglise Vivante ». La nouvelle prière qu'il a introduite dans la liturgie, « pour la Russie et le gouvernement qui régit ses destinées selon les lois du travail et de la prospérité », laisse deviner son caractère. Quelles que puissent être l'importance, et surtout l'influence, de cette Eglise réformée par rapport à l'« Eglise de Tikhon », il est certain que dès maintenant une partie de la hiérarchie ecclésiastique et des fidèles a aussi — comme le groupe de *Nakanune* — « changé ses jalons » et suit le gouvernement soviétiste. Elle le suit même assez maladroitement, à preuve la promesse que vient de faire la « Direction Suprême de l'Eglise » de bénir la guerre « en cas d'attentat à l'honneur et à la dignité de la patrie » ! Une église réformée ne devrait pas tomber dans les errements tant reprochés à l'ancienne ; ou si elle

bénit la guerre, il faudrait au moins que ce soit pour la défense de la patrie prolétarienne. Mais elle repousse cette notion et elle se convainc d'illogisme ou d'insincérité.

Ces derniers jours ont été occupés par les échos de la note anglaise et de l'assassinat de Vorovsky. Les deux nouvelles se sont répandues coup sur coup vendredi dernier 11 mai et le même soir plusieurs usines, à Petrograd et à Moscou, déclamaient une vaste manifestation de protestation. A la réponse diplomatique devait s'ajouter la réponse du peuple. Les autorités syndicales ont publié cette décision et ainsi se produisit dans toute l'Union Soviétiste, immédiatement dans les capitales, un, deux ou trois jours plus tard à Kharkov, à Bakou, Tchila, cette poussée générale d'indignation qui manifeste plus éloquemment encore que les faits précédemment cités le caractère national du gouvernement soviétiste.

Si le 1<sup>er</sup> mai est compris des travailleurs conscients comme une évocation de la solidarité ouvrière, la double injure portée à toute la nation soviétiste a fait descendre dans la rue des groupes sociaux d'ordinaire moins actifs. Bien des gens ont manifesté ce jour-là qui ne vont pas d'ordinaire aux manifestations. Les professeurs d'université ont publié des déclarations signées de leurs noms et titres. Quant aux ouvriers, par la force des choses, l'expression de leurs sentiments a été plus spontanée que dans une fête longtemps préparée d'avance. Les devises « Mort à Curzon », « la Note anglaise est tachée du sang de Vorovsky » sont surgies en une nuit. A Ekaterinbourg, ailleurs encore, la jeunesse aurait voulu qu'on commence tout de suite l'enrôlement des volontaires. Les paysans considèrent, avec tristesse, mais sans révolte, la guerre comme possible. Chaque jour la *Pravda* peut remplir une page de la « Voix des Millions » (d'hommes). L'accompagnement retentissant donné par la Russie à la note ferme et polie de Tchitchérine mérite attention. Il est le digne couronnement des événements de ce mois, qui marquent tout un regroupement original, dans le cadre de la « Nep », de toutes les classes sociales autour du gouvernement soviétiste de la Russie.

Pierre PASCAL.

## Nos dernières éditions

LEON TROTSKY

1905

Un fort volume grand in-octavo  
de 400 pages, dont 19 planches  
hors-texte ..... 15 »

LEON TROTSKY :

La nouvelle politique des Soviets

Une forte brochure de 80 pages.... 1 25



## LE MOUVEMENT SYNDICAL

# Après le Congrès du Bâtiment

La Fédération du Bâtiment, dont le neuvième Congrès vient de se réunir, est, avec celles des cheminots, des mineurs et des métallurgistes, un des piliers solides de la C.G.T. Unitaire.

Certes, malgré sa tradition révolutionnaire, elle aussi a connu la déviation de guerre, elle aussi fut longue à remonter le courant. Cependant, au mois d'août 1921, ceux de ses éléments restés fidèles au syndicalisme parvenaient, lors du Congrès de Dijon, à battre le bureau réformiste et à prendre la direction de la Fédération. Depuis lors, remise dans la bonne ligne, elle n'a cessé de manifester la combativité, l'esprit offensif qui, avant la tourmente, la caractérisaient si glorieusement.

Elle n'a pas pour cela échappé aux luttes intestines créées par l'existence des diverses courants d'opinion du syndicalisme d'après-guerre. Au Congrès de Dijon, tous les éléments de sa minorité étaient unis pour boufer dehors le bureau Chanvin, comme dans la vieille C.G.T., à Lille et ailleurs, les mêmes éléments faisaient bloc contre la trinité Jouhaux-Dumoulin-Merrheim, mais les profonds désaccords de pensée, de tactique que le Congrès Confédéral Unitaire de décembre 1921, et plus tard le Congrès de Saint-Etienne, accusèrent dans le mouvement syndical révolutionnaire, se manifestèrent dans son sein, surtout au cours de cette dernière année.

### Les tendances

Deux cent cinquante-cinq syndicats du bâtiment furent représentés au Congrès Unitaire convoqué en décembre 1921 pour sauver la C.G.T. de la scission. C'est dire que la Fédération du Bâtiment fut, en même temps que celle des cheminots, une des premières forces sur lesquelles put s'appuyer la C.G.T. Unitaire naissante.

Lorsque la direction provisoire de la C.G.T.U., aux mains des syndicalistes purs et sous l'influence, incontestée des anarchistes, prit, en face des divers problèmes posés au mouvement syndical, une position que nous avons considérée comme tout à fait fautive et nuisible, elle n'eut pas de meilleur point d'appui que la Fédération du Bâtiment, dont la majorité des syndicats votèrent à Saint-Etienne la résolution Besnard.

La résolution Monmousseau ayant triomphé, la Fédération du Bâtiment constitua, dès lors, le bastion principal de l'opposition des syndicalistes purs et des anarcho-syndicalistes à la direction nouvelle de la C.G.T.U.

Cependant des partisans de la majorité confédérale étaient restés dans son sein et s'opposaient, peu activement il est vrai, à une telle orientation.

Ces partisans s'étaient groupés autour du camarade Pierrefon, élu trésorier adjoint de la Fédération par le Congrès de Dijon et, avant le Congrès de Paris, ils n'avaient pu informer les syndicats de leur position et de leurs raisons que par quelques articles de *l'Humanité* et une circulaire collective.

Ils durent mener la lutte dans des conditions

très difficiles : la majorité de la Fédération envoya plus de vingt délégués à la récolte des voix des syndicats de province, lesquels n'entendirent, par conséquent, qu'un faible son de la cloche de l'opposition alors que celle de la majorité sonnait à toute volée.

La minorité de la Fédération se déclarait complètement solidaire de la majorité confédérale issue du Congrès de Saint-Etienne, absolument favorable à l'adhésion donnée lors du 2<sup>e</sup> Congrès de l'I.S.R. alors que la majorité poursuivait une campagne violente contre la C.G.T.U., qu'elle accusait d'être une succursale du Parti Communiste, de même que contre l'Internationale Syndicale Rouge et contre l'Internationale Communiste.

Au Congrès de Paris ces deux tendances devaient s'affronter avec passion.

### Une résolution préjudicielle

Dès le début du Congrès, les délégués du Syndicat Unique du Bâtiment de la Seine et du Syndicat des terrassiers de Seine et Seine-et-Oise déposèrent une bien curieuse résolution condamnant les commissions syndicales. En voici les passages essentiels :

*« Mettant en évidence la déclaration de la Commission syndicale centrale et du Comité Directeur du P.C., qui oblige tout syndiqué à suivre la tactique, à appliquer le mot d'ordre du Parti Communiste dans les syndicats et le met, par là même dans l'impossibilité absolue de respecter tout mandat émanant de son organisation syndicale et de classe,*

*« Le Congrès déclare que tout camarade syndiqué communiste, membre ou non de la Commission syndicale du Parti qui ne s'insurgerait pas publiquement contre une telle décision, ne pourra être investi d'aucun mandat dans les assemblées délibérantes de la Fédération du Bâtiment.*

*« Le Congrès est convaincu qu'il place ainsi l'intérêt de la classe ouvrière au-dessus de ceux de tous les partis et qu'il répond, par cette mesure, au désir unanime de tous les syndiqués du Bâtiment qui ont toujours placé leur volonté d'unité au-dessus des querelles perpétuelles des partis.*

*« En s'opposant à une telle pénétration occulte et incontrôlable du Parti Communiste qui met en danger les fondements mêmes du syndicalisme, le Congrès interdit aux autres partis et sectes de se prévaloir de l'attitude condamnable du Parti Communiste et dont l'action aurait pour résultat de détruire l'unité de la Fédération et de faire du syndicalisme le champ d'expérience des disputes des partis politiques et des sectes extérieures.*

*« En conséquence et tout en reconnaissant à tout syndiqué le droit absolu d'appartenir à une secte ou un parti de son choix, d'y exercer son action en dehors du syndicat, le Congrès lui refuse par contre celui d'être dans le syndicat, l'agent d'exécution des directives, tactiques et mots d'ordre des partis et sectes.*

*« Faisant un devoir à tous les syndiqués de la*

*Fédération de respecter cette décision formelle, et cela à quelque échelon qu'ils soient placés, pour maintenir ainsi intactes l'unité fédérale et l'indépendance d'action de la Fédération, le Congrès passe à l'ordre du jour. »*

Cette résolution fut votée à mains levées par la majorité du Congrès, pour ainsi dire sans discussion, ce qui est, il faut le dire en passant, incompréhensible de la part de la minorité.

On peut ne pas être partisan des Commissions syndicales. On peut penser que le Parti Communiste a pour devoir de gagner la confiance des ouvriers avant de s'évertuer à gagner les ouvriers sans leur inspirer confiance. On peut différer d'opinion avec le Parti sur un point aussi essentiel que la liaison entre les syndicats et lui.

Mais de là à laisser voter sans la discuter une résolution comme jamais Dumoulin n'eût osé en proposer jadis, il y a un pas !

Qu'est-ce en effet que cette résolution sinon une résolution d'exclusion des communistes et des suspects de sympathie pour les communistes, sinon une résolution qui, si elle est appliquée, créera des conflits aigus dans tous les syndicats ? Les congressistes peuvent aujourd'hui en mesurer toute l'extrême gravité.

Il faut vraiment qu'ils aient oublié le plus élémentaire des principes syndicalistes pour prendre une telle décision contre les ouvriers communistes et syndicalistes-communistes, ce principe suivant lequel tout le monde a les mêmes devoirs et les mêmes droits dans l'organisation syndicale. Les communistes, les syndicalistes-communistes ne sont point des syndiqués inférieurs aux syndicalistes purs et aux anarcho-syndicalistes : ils ont, autant qu'eux, le droit de s'organiser entre eux pour défendre leur point de vue.

Dans son intervention lors du débat sur l'orientation syndicale, le camarade Pierretton a dit à la majorité du Congrès : « Je vous mets au défi d'appliquer votre résolution. » Pierretton avait raison. Appliquer la résolution du S.U.B. ce n'est en effet pas autre chose que mettre à la porte de la Fédération communistes et sympathisants, et la majorité du Congrès a suffisamment affirmé qu'elle était contre toute scission.

## L'orientation syndicale

Le vote de la résolution préjudicielle ne laissait aucun doute sur l'issue de la discussion de l'orientation syndicale. Mais on pouvait penser que les adversaires de l'I. S. R. et de la majorité confédérale se seraient, en raison même de la violence de leur campagne d'avant-Congrès, situés plus nettement qu'ils ne l'ont fait. Ils ont préféré rester sur une position équivoque.

L'*Humanité* a publié les deux résolutions sur lesquelles s'est engagée la bataille. La résolution de la minorité approuvait pleinement l'action de la C. G. T. U. contre l'impérialisme et la guerre (conférences d'Essen et de Francfort), ainsi que l'adhésion à l'I. S. R. donnée en conformité de la résolution de la majorité de Saint-Etienne. Celle de la majorité se bornait à dire que la Fédération du Bâtiment n'adhérerait qu'à une Internationale du Bâtiment, qui accepterait formellement les principes d'autonomie et d'indépendance du syndicalisme. Après l'intervention du camarade Hostyn — celui qui, selon l'expression pittoresque de Frago, secoua la poussière de ses sandales politiques en entrant au syndicat — une adjonction fut faite à cette résolution évidemment imprécise.

En la votant, la majorité du Congrès déclara que la Fédération restait adhérente à la C. G. T. U., et « par conséquent automatiquement à l'I. S. R., en attendant l'unité internationale ».

Si l'on considère que l'I. S. R. désire ardemment l'unité internationale, on se demande pourquoi la minorité ne s'est pas ralliée à cette adjonction. C'est simple. Il existe, auprès de l'I. S. R., un Comité international de Propagande des ouvriers révolutionnaires du Bâtiment, auquel Couture et Lagache, délégués à Moscou en novembre 1922, n'ont pas, en vertu d'un mandat du Comité National, donné l'adhésion de la Fédération. La résolution de la majorité est muette sur l'existence de ce C. I. P. Mieux, elle déclare que le Bâtiment français ne peut y adhérer, puisqu'elle dit que la Fédération n'adhère qu'à une Internationale du Bâtiment, qui respectera l'autonomie et l'indépendance du syndicalisme. Logiquement, on ne peut qu'en déduire ceci : aux yeux de la majorité du Congrès, le C.I.P. du Bâtiment ne remplit pas ces conditions ; l'I.S.R., dont le C.I.P. est partie intégrante, ne les remplit pas non plus, et il faut se diriger vers l'*Association Internationale des Travailleurs* (Internationale de Berlin), qui, elle, en a plein la bouche de l'autonomie et de l'indépendance !...

La résolution votée par le Congrès sur l'orientation syndicale, c'est la carte blanche pour les membres du nouveau Bureau fédéral, qui pourront mener la Fédération du Bâtiment où bon leur semblera, et à l'Internationale qui correspondra le mieux à leurs tendances personnelles.

D'ailleurs, la question de l'Internationale — qui est, comme l'a cependant déclaré Lecoin, le nœud de l'orientation syndicale — n'a pas été beaucoup discutée par les orateurs de la majorité. Ils ont mille fois préféré foncer de toutes leurs forces sur le Parti communiste français, sur l'Internationale Communiste : c'est bien plus facile. Monier, par exemple, s'est servi d'une citation, prétendue de Losovsky, pour jeter le discrédit sur le secrétaire de l'I. S. R., qui jamais de sa vie n'a pensé que les travailleurs devaient détruire les vieux syndicats, au contraire.

Une adjonction de Lecoin avait pourtant posé la question en pleine clarté. Lecoin demandait au Congrès de faire toutes réserves sur l'adhésion de la C. G. T. U. à l'I. S. R. et d'inviter tous les syndicats unitaires à réclamer la convocation d'un Congrès international hors de Russie, loin des moscovites, ces pelés, ces galeux... Mais si Lecoin affirme dans la discussion, avec brutalité, son point de vue anarchiste, il est trop habile pour compromettre le sort d'une résolution, dont les termes, tout ne ne lui donnant pas satisfaction, lui garantissent, à la faveur de leur équivoque, que ses désirs anarchistes, seront exaucés. Il retira son adjonction, les « déclarations orales » du Bureau lui suffisant.

Et le tour fut joué

## Quelques arguments

De la discussion, il y aurait évidemment beaucoup de choses à dire. Teulade a, théoriquement, bien engagé le débat en posant le problème de la dictature : ou les syndicalistes purs pensent que la révolution vivra sans utilisation de la force, ou ils pensent que la force est absolument indispensable pendant de longues années encore après le renversement de la classe bourgeoise, et ils sont avec nous partisans de la dictature prolétarienne.

et de ses conséquences logiques, l'Armée rouge en premier lieu. En dehors de ces deux points de vue, il n'existe qu'une querelle de mots.

La révolution doit être faite par les ouvriers et pour les ouvriers, a dit Frago. Nous sommes d'accord. Nous disons que la dictature doit être exercée par le prolétariat organisé, qui, en France, possède en fait la capacité économique et politique. C'est une révolution de classe et non une révolution de déclassés que nous voulons, c'est une révolution au profit de notre classe et d'elle seule.

Accary a répondu à Teulade, lequel avait posé le problème de la classe moyenne paysanne, que le syndicalisme pouvait grouper les exploités agricoles. Evidemment, mais la France n'est-elle pas un pays de petite propriété terrienne ? Mais n'existe-t-il pas une classe de petits propriétaires paysans, qui comptent tout de même dans la vie sociale, qui ne sont guère loin, économiquement parlant, du prolétariat, et qui doivent être neutralisés pour la Révolution réussisse ? C'est une des tâches du Parti, cette neutralisation d'éléments qui ne sont pas des « mercantis », comme l'a dit un orateur, peu soucieux du rapprochement de l'ouvrier et du paysan.

Monier s'est demandé où sont inscrites les victoires révolutionnaires du Parti. Dans une conclusion, qui ne manquait pas de talent, il a ramené les pages de gloire du syndicalisme révolutionnaire. Personne ne les a jamais contestées. Mais voilà un Parti qui s'évertue à se délivrer des politiciens, qui tente de devenir un véritable Parti ouvrier révolutionnaire, capable lui aussi de faire de grandes choses dans un rayon d'action que le syndicalisme ne touche pas, et les syndicalistes purs lui mettent des bâtons dans les roues, faisant, sans s'en douter, le jeu des politiciens Frossard et Cie !

Il nous reste à examiner le travail pratique du Congrès : syndicats d'industrie, main-d'œuvre étrangère, régions dévastées, huit heures, guildes, tâcheronats, etc.

Ce sera pour la semaine prochaine.

Maurice CHAMBELLAND.

## LA SEMAINE

**Lundi 2 juillet.** — Après plus de quatre mois de grève, les gantiers de Saint-Junien obtiennent l'augmentation de salaire réclamée.

Marty est élu conseiller municipal au Kremlin-Bicêtre.

Kolarov, secrétaire général de l'I. C., est arrêté à sa rentrée en Bulgarie.

L'Union des cheminots anglais a été avisée par les Compagnies de leur intention de réduire encore les salaires.

**Mardi 3.** — Les emballeurs parisiens décident la grève pour de meilleurs salaires.

Le Syndicat de l'Habillement parisien approuve l'adhésion à l'I. S. R. donnée au 2<sup>e</sup> Congrès.

On apprend que le Bureau de la F. S. I. d'Amsterdam, dans sa réunion des 22 et 23 juin, a voté une résolution répudiant les décisions prises à Berlin par la Conférence Internationale des Transports.

Le gouvernement belge a décidé que les communistes arrêtés lors de la grève du Borinage seraient jugés à huis clos.

7.000 dockers de Hull (Angleterre) sont en grève pour protester contre une réduction de salaires.

**Mercredi 4.** — Première journée du Congrès du Bâtiment. Le rapport moral est adopté à l'unanimité. Une résolution contre les commissions syndicales du P. C. est votée à une grosse majorité.

La grève des charpentiers en bois parisiens dure depuis 51 jours.

De Hull, la grève des dockers anglais s'est étendue aux autres ports. 22.000 ouvriers du bâtiment et du meuble de Liverpool et de Birkenhead refusent d'accepter une diminution de salaires et sont menacés de lock-out.

**Jeudi 5.** — Deuxième journée du Congrès du Bâtiment. On discute de l'orientation.

Arago démissionne de la présidence de l'Action Nationale.

40.000 dockers sont en grève dans les ports anglais. Dans les charbonnages de Whitehaven, des troubles ont éclaté par suite de changements dans les conditions de travail. 300 civils et policiers seraient blessés.

Des documents secrets publiés par le *Manchester Guardian*, il appert que les communistes polonais sont mis hors la loi par le nouveau gouvernement de Varsovie.

8.000 mineurs sont en grève en Australie, par solidarité avec des ouvriers des aciéries.

Les métallurgistes de Berlin ont décidé la grève générale. Les chefs réformistes essaient de briser le mouvement en lançant un nouveau référendum.

**Vendredi 6.** — Au Congrès du Bâtiment, la résolution de la majorité, hostile au Parti Communiste, est votée par 159 syndicats ; celle de la minorité par 32 syndicats.

La grève des dockers anglais continue à s'étendre. 50.000 ouvriers ont cessé le travail.

L'agence *Reuter* publie une information qui est considérée comme une invitation au gouvernement des Soviets de demander sa reconnaissance au gouvernement britannique.

Une assemblée de cochers-chauffeurs parisiens décide de tenter une nouvelle démarche de rapprochement entre les deux C. G. T.

**Samedi 7.** — Dernière journée du Congrès du Bâtiment. A la suite d'un désaccord sur un article des statuts, Le Pen et Monier refusent de faire partie de la C. E. Accary, désigné comme secrétaire, démissionne. Finalement, c'est Epinette qui est nommé secrétaire fédéral.

A Lyon, grève générale dans l'Alimentation.

Il est fortement question de la grâce de Marty pour le 14 juillet ; mais cette grâce, d'après la presse bourgeoise, ne serait pas amnistiante.

Malgré les manœuvres des bureaucrates syndicaux, 100.000 métallurgistes sont en grève à Berlin.

Le nombre des dockers anglais en grève s'élève à 60.000.

La Chambre vote l'accord de Washington mais... il en résultera un renforcement immédiat des armements navals de la France.

**Dimanche 8.** — *L'Humanité* publie une déclaration de Marie Guillot et Lartigue pour la constitution de « groupes syndicalistes révolutionnaires » destinés à lutter contre l'influence du Parti et de ses commissions syndicales dans la C. G. T. U.

Les rapports sont toujours très tendus entre les chancelleries anglaise et française au sujet de la Ruhr, surtout que s'y ajoutent les discussions d'un « conseil d'experts » au sujet de Tanger que les impérialistes français voudraient annexer.

La direction du parti socialiste italien repousse les propositions de fusion avec le P. C. faites par l'Exécutif Cargi.

A Berlin, la grève des métallurgistes continue dans le calme.

Au deuxième tour des élections législatives de Seine-et-Oise, Marty et Paquereaux obtiennent respectivement 54.353 et 52.436 voix. Francklin-Bouillon et Goust sont élus, le premier par 77.604 voix, le second par 75.618.

## DANS LA C. G. T. U.

# Les Adversaires du Parti s'organisent

Une troisième tendance vient de s'organiser à la C.G.T.U. dont les promoteurs sont les camarades Marie Guillot et Lartigue. Son but (elle le dit expressément) est de barrer la route aux membres du Parti Communiste. Elle déclare « se rallier » à l'I.S.R., mais déjà laisse poindre sa méfiance en ajoutant que « le syndicalisme français peut toujours s'abriter derrière les statuts de l'I.S.R. et l'assurance d'autonomie qu'ils renforcent si l'I.S.R. prend une décision contraire à l'autonomie du syndicalisme vis-à-vis de l'I.C. et de ses sections. » Elle déclare se placer sur le terrain de la charte fondamentale du syndicalisme, établie par les Congrès d'Amiens et de Saint-Etienne.

Cette nouvelle tendance, qui se fait appeler : Groupement Syndicaliste Révolutionnaire, se dresse non seulement contre le Parti Communiste, mais aussi contre la tendance encore inorganisée de la *Vie Ouvrière*. Les G.S.R. se déclarent les défenseurs de la résolution de Saint-Etienne, contre ceux qui l'ont toujours soutenue et contre ceux-là mêmes qui l'ont élaborée.

Puisque ce sont deux membres de la majorité confédérale qui se dressent ainsi contre une fraction de cette majorité, il n'est pas inutile, pensons-nous, de rappeler que les camarades Lartigue et Marie Guillot n'étaient pas, à Saint-Etienne, les défenseurs de la résolution Monmousseau, qui a triomphé. Ils s'y sont ralliés en toute dernière heure. Lorsque Marie Guillot a demandé la parole au Congrès de Saint-Etienne, elle prit soin d'indiquer qu'elle ne devait pas être comprise parmi les défenseurs de la résolution Monmousseau. Quant à Lartigue, son intervention tendait à démontrer que les résolutions Besnard et Monmousseau ne se contredisaient pas, qu'elles se complétaient !

Lorsqu'il fallut désigner le Bureau et la Commission Exécutive de la C.G.T.U., on prit bien soin d'éliminer les communistes... trop communistes, mais on fit la large part aux ouvriers de la onzième heure.

Nous ne nous en plaignons pas. Mais nous trouvons un peu téméraire la prétention de Marie Guillot et de Lartigue de constituer les défenseurs de la charte de Saint-Etienne contre Monmousseau, Dudilleux, Semard.

Les G.S.R. constatent que les querelles d'origine politique se vident au syndicat. Mais, n'est-ce pas toujours les adversaires du Parti Communiste qui l'ont attaqué au sein des organisations syndicales ? Et les G.S.R. eux-mêmes, ne sortent-ils pas du cadre syndicaliste quand ils s'occupent de l'organisation du P.C. ? Si on devait faire un reproche aux communistes, c'est au contraire de ne pas se défendre chaque fois qu'ils sont attaqués.

Les G.S.R. ne veulent pas nier la valeur révolutionnaire du P.C., comme ils admettent la valeur du P.C.U. et de l'U.A. « Sur un grand nombre de points, nous sommes d'accord pour l'action

actuelle », disent-ils, et ils ajoutent : « Nous refusons de vous combattre. » C'est pourtant pour nous combattre qu'ils s'organisent, ce qui est d'ailleurs leur droit.

Les G.S.R. sont contre l'intrusion de l'esprit de parti dans les syndicats. Si, par esprit de parti, ils entendent les querelles sur des questions extérieures au syndicalisme, nous sommes d'accord avec nos camarades ; mais nous pensons que si un parti, politique ou philosophique, a une *conception de l'action syndicale* différente de celle des G.S.R., il serait fou de vouloir interdire aux membres de ce parti, syndiqués au même titre que les autres, le droit de défendre cette conception.

Les G.S.R. disent : « L'an passé, nous avons dû faire barrière devant les anarchistes. Cette année, nous devons faire barrière devant le P.C. qui, par la constitution de commissions syndicales, essaie de faire la même besogne. ». L'année dernière, en effet, nous avons fait barrière contre les anarchistes et nous continuons. Mais entre notre lutte contre les anarchistes et celle des G.S.R. contre nous, il y a cette différence : que nous avons vaincu par la seule force des idées en opposant nos conceptions à celles des anarchistes, alors que les G.S.R. instituent contre nous le délit d'opinion et le crime d'association illégale. Ils prétendent interdire aux communistes le droit de pénétrer la vie administrative des syndicats, alors qu'on n'a jamais rien envisagé de semblable contre les anarchistes. Colomer, qui est un agent de l'anarchisme, est toujours secrétaire de la Fédération du spectacle. Puisque telle est la volonté des syndiqués, nous pensons qu'aucune volonté hiérarchique n'a le droit de s'y opposer. Nous exigeons le même traitement. Est-ce excessif ?

Les G. S. R. prétendent que si les communistes arrivent à pénétrer la vie administrative des syndicats, à dominer le plus grand nombre d'entre eux, comme ils doivent être disciplinés et soumis aux directives des organismes centraux du Parti, ce serait le Parti qui dirigerait le mouvement syndical. Et l'ensemble des syndicats, de gré ou de force, devra endurer l'emprise d'un parti. Les communistes sont des gens bien malins et bien dangereux, mais tout de même, s'ils arrivent à « pénétrer la vie administrative des syndicats », c'est que les syndiqués l'auront voulu ! S'ils « dominent » une organisation syndicale, c'est que la majorité aura imposé cette « domination ». Certes, il y a toujours une minorité « dominée » dans une organisation où tout le monde n'est pas d'accord, mais cette domination est la même, quelle que soit la tendance qui triomphe.

Les G. S. R. constatent que dans notre C.G.T.U. les révolutionnaires sont de formations idéologiques diverses. « Brimer une partie importante d'entre eux, c'est faire besogne contraire à l'intérêt révolutionnaire. » Très bien, mais alors pourquoi nos camarades veulent-ils brimer les communistes en leur interdisant toute fonction syn-

dicale ? Il faut le répéter : on brime une fraction quand on veut la priver d'un droit qui n'est contesté à nulle autre ; mais personne n'est brimé si ses conceptions ont été repoussées par l'assemblée syndicale régulièrement constituée. Si on est assez peu syndicaliste pour ne pas s'incliner devant un échec, alors il n'y a plus de groupement de classe possible.

Voilà les idées sur lesquelles nos camarades Lartigue et Marie Guillot ont fondé les « groupements syndicalistes révolutionnaires ». S'ils s'étaient contentés de combattre nos conceptions et d'y opposer les leurs, s'ils avaient dressé un programme qui se serait opposé au nôtre, nous nous serions réjouis de leur initiative. La C.G.T.U. souffre de tiraillements continuels ; elle souffre de n'avoir pas une ligne de direction bien fixée et de ne pas savoir toujours ce qu'elle veut. L'organisation des tendances l'aidera à sortir de la confusion et à voir clair dans sa destinée.

Mais les G. S. R., en voulant interdire aux communistes toute fonction syndicale, ont adopté, qu'ils le veuillent ou non, une attitude scissionniste. Parce que, si leur point de vue était adopté, les syndicats qui ont à leur tête des communistes seraient mis en demeure de retirer leur confiance à leurs militants, et comme sans nul doute les syndicats refuseront de s'incliner, c'est contre eux qu'il faudra sévir. Et nous nous retrouverons ainsi aux beaux jours de la résolution Dumoulin.

Une dernière remarque : les G. S. R. ne veulent pas que les querelles politiques se vident au syndicat, qu'ils prennent garde de ne pas servir certaine manœuvre politicienne. Frossard, qui n'a pas pu faire tout le mal qu'il aurait voulu au Parti communiste, essaie de l'atteindre en dressant contre lui la C. G. T. U. Sa manœuvre consiste à rapprocher du C. D. S. une fraction de la majorité confédérale.

Le jour où cette jonction se réalisera, la C.G.T.U. ne sera plus pour longtemps à l'I.S.R.

F. CHARBIT

## NOTES

LEUR NOUVEAU DADA. — La croisade des résistants pactisants et anarchisants contre l'Internationale Communiste a trouvé une nouvelle plate-forme : les Commissions Syndicales du P. C.

Les colonnes de l'organe de la dernière dissidence sont pleines de la prose des cavaliers de ce nouveau dada. Il s'y efforcent de démontrer, *urbi et orbi*, que les commissions syndicales poursuivent une besogne de subordination, et ils prédisent au syndicalisme les pires malheurs s'il n'interdit aux communistes syndiqués de respecter les décisions de leur Parti.

Dans ce concert des chevaliers, errants par habitude, du syndicalisme inviolable, le syndicaliste pur Frossard tient, comme il sied le bâton de chef d'orchestre. Pour les amateurs c'est un régal d'écouter le bruit que font, sous le bâton du maître, les instruments inconscients de la cacophonie syndicale.

Les pauvres bougres égarés qui font le jeu d'un politicien sans conscience ont oublié que le même Frossard signait à Marseille une résolution approuvant le contrôle du Parti sur l'activité de ses mem-

bres à l'intérieur des syndicats, et une autre à Paris, plus récente, qui disait :

« Le vaste travail qu'il (le Parti) aura à accomplir rend insuffisante la Commission syndicale constituée auprès du Comité Directeur. Cette Commission syndicale devra être complétée par la création de commissions ouvrières à chaque échelon de l'organisation du Parti : sections, fédérations, interfédérations. Elles seront en contact permanent avec la Commission syndicale centrale à laquelle elles devront adresser des rapports sur leur activité. La Commission syndicale centrale sera organisée et astreinte par le Comité directeur à un travail plus intense et plus régulier. Elle réunira les militants en conférence chaque fois qu'elle le jugera nécessaire il lui appartiendra d'unifier, de contrôler et de diriger l'activité syndicale des membres du Parti. »

Le même Frossard s'étonne aujourd'hui que le Parti « subordonne l'attitude de ses membres syndiqués aux décisions des commissions syndicales ». Il est vrai qu'il conclut en disant qu'il a parfois donné à l'Internationale, « comme à Saint-Etienne, des satisfactions d'apparence, jamais des satisfactions de fond ».

Il ne reste plus, après cela, qu'à penser au caméléon et à tirer l'échelle.

VERS UN DADAISME SYNDICALISTE. — Ce qui prêterait à rire, si le mouvement ouvrier n'en souffrait, c'est que les arlequinades d'un Frossard sont prises au sérieux par des gens qui se disent « syndicalistes purs ».

L'un d'eux, dont la réputation de politicien était bien établie, à Bordeaux, il y quinze ans, mais qui n'a jamais rien compris ni au syndicalisme ni au communisme, est tout à fait qualifié pour écrire qu'il « conteste la valeur doctrinale de tous les adhérents du Parti ».

C'est sans doute sa « valeur doctrinale » qui permet à Dondicol d'écrire que le P. C. ne reconnaît aucune valeur révolutionnaire au syndicat, ce qui est absolument le contraire de la pratique et des thèses adoptées par le Parti Communiste russe lui-même.

Mais c'est nous qui faisons de la « sophistique », comme dit un autre archi-pur qui a l'habitude des formules claires dans le genre de celle-ci : « Le scepticisme est la condition de l'optimisme ».

A chevaucher tout leurs dadas, les bougres finiront bien par créer un... dadaïsme syndical.

DE LA LOGIQUE S. V. P. — Au Bâtiment on ne s'en embarrasse pas.

Dans la résolution condamnant les commissions syndicales, on a pu lire :

« En s'opposant à une telle pénétration *occulte et incontrôlable* du Parti Communiste », etc...

Occulte ! Incontrôlable ! Ils vont fort les camarades !

Y a-t-il dans le Parti quelque chose de moins occulte que les commissions syndicales ? C'est à tel point que les purs du Bâtiment s'invitèrent certain jour, à une réunion réservée aux membres du Parti adhérents au S. U. B.

En fait de pacte « occulte », il y eut — et il y a encore — au Bâtiment de la Seine, des gens qui ont fait leurs preuves. Et il ne s'est jamais

trouvé un Congrès pour les condamner et les menacer d'exclusion.

La phobie de tout ce qui est communiste aveugle tellement le bureau fédéral du Bâtiment qu'elle lui fait perdre toute logique.

**SYNDICALISME DE SECTE.** — Au Congrès du Bâtiment, l'un des orateurs du bureau fédéral reprocha à Teulade d'avoir engagé la grève des charpentiers en bois, pour de meilleurs salaires, d'accord avec deux organisations compagnonniques.

Cela dénote, tout simplement, que ceux qui ont plein la bouche de la Charte d'Amiens n'en ont jamais compris l'esprit, si toutefois ils en connaissent bien la lettre. Et c'est infiniment triste.

**CEUX QUI APPLAUDISSENT LEUR « VICTOIRE ».** — La presse bourgeoise n'a pas manqué de souligner joyeusement le triomphe, au Congrès du Bâtiment, des adversaires de Moscou. Cela n'est pas pour nous étonner et nous ne nous en plaidrons pas, car ça aidera peut-être quelques bons gars à voir un peu plus clair.

Contentons-nous de reproduire le titre suivant paru dans l'*Avenir* du 7 juillet :

« AU CONGRÈS DU BATIMENT »  
 « M. MONMOUSSEAU,  
 « délégué de la C.G.T.U. voulait exalter  
 « LA REVOLUTION RUSSE  
 « IL S'EST FAIT HURER »

Il y a des victoires dont, un jour, on a honte.  
 S'ILS POUVAIENT SE SAUVER D'EUX-MÊMES. — En pre-

mière page du *Libertaire*, un beau titre sur deux colonnes :

« Le Bâtiment sauvera le syndicalisme français ».

Contre qui ?.. Inutile d'aller jusqu'au bout du papier pour apprendre que c'est contre « les plus détestables des politiciens », c'est-à-dire les communistes.

M'est avis cependant que, chez les libertaires eux-même, il y a des manoeuvriers — et c'est la caractéristique des politiciens — qui en remontreraient à bien des communistes. Le Congrès du Bâtiment, après celui de Saint-Etienne, en a fait la démonstration.

**RAPPROCHEMENT.** — Parlant des élections de Seine-et-Oise, le *Figaro* disait l'autre jour :

« ... Il faut se battre contre le pire ennemi. Et, contre les communistes, ne doit-on pas accepter pour candidats, de quoi que menace le reste de leur programme, ceux qui sont contre la violence et le bolchevisme et qui ne veulent pas qu'on dirige la France de Moscou ».

Les nationalistes ne veulent pas, pour la France, des directives de Moscou, comme d'autres n'en veulent pas pour le syndicalisme français. — V. G.

— ♦ —  
 Nous avons annoncé la fusion de la Lutte de Classes et du Bulletin Communiste. Dorénavant, nos lecteurs trouveront, en effet, dans le Bulletin Communiste, huit pages consacrées chaque semaine aux questions spécifiquement ouvrières, sous la rubrique : *Mouvement syndical*.

## UNE BROCHURE SENSATIONNELLE

*Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge — N° 6*

### **EDO FIMMEN**

Secrétaire de la Fédération Syndicale Internationale  
 Secrétaire de la Fédération Internationale des Transports

## **VERS LE FRONT UNIQUE INTERNATIONAL**

Article "Janvier terrible" (1<sup>er</sup> février) — Discours en Allemagne  
 (8 février) — Discours en Tchéco-Slovaquie (15 Mai)  
 Article "Ce qui seul est nécessaire" (15 juin)

**Introduction de Pierre MONATTE**

*Une forte brochure..... 0 fr. 50 Le cent..... 40 francs*

*Adresser dès maintenant les commandes à la « Librairie du Travail », 96, quai Jemmapes, Paris (X<sup>e</sup>), ou à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris, ou à la « Lutte de Classes », 144, rue Pelleport, Paris (XX<sup>e</sup>).*

# La Grève des Postiers et des Cheminots Belges

## Les causes

La grève des P.T.T. et des cheminots belges se déclancha subitement le 26 avril parmi les employés d'Anvers, parce que l'administration ne voulait pas payer les heures supplémentaires qu'elle entendait imposer à ses agents et parce qu'elle menaçait de renvoi ceux des employés qui refusaient de faire lesdites heures supplémentaires.

Ces causes n'ont d'ailleurs été que la goutte d'eau qui fait déborder le vase. La situation des employés d'Etat est très mauvaise en Belgique et l'aventure de la Ruhr ne l'améliore pas, loin de là ! Un postier belge, célibataire, gagnait avant la grève un peu plus de 13 francs par jour ; un postier marié, de 14 à 16 francs. Un cheminot recevait un peu plus de 12 francs par jour, un père de famille un peu plus de 13 francs, toutes indemnités comprises.

Le Syndicat National demandait que le salaire de base fût porté de 10 fr. 15 à 12 francs. Le refus de la rétribution des heures supplémentaires a été la cause déterminante de ce mouvement.

## L'étendue du mouvement

Dès les premiers jours, il a pris une grande extension. Le trafic des chemins de fer était complètement arrêté dans les gares de marchandises d'Anvers, de Muysen, de Termonde, de Meirlebeke, de Gand, de Courtrai, etc. Le service des voyageurs fut atteint à Anvers, à Bruxelles (en partie), à Louvain, Courtrai et Arlon.

Le service des postes a été arrêté à Anvers, Charleroi et Gand. A Bruxelles, des sacs de dépêches expédiés d'Anvers par des briseurs de grèves ont provoqué la grève des bras croisés des trieurs. Ce qui prouve la profondeur du mouvement, c'est que ces trieurs font partie d'une association libre. Les cabiniers et les aiguilleurs de Montégné sont entrés en grève également.

Tout le trafic a été effectivement arrêté. D'après les informations officielles, on ne pouvait charger même la troisième partie des marchandises : 6.000 wagons en mai, sur 20.000 en avril. 45.000 wagons étaient en souffrance sur le railway belge et dans le bassin de la Ruhr.

Au port d'Anvers, de nombreux départs de navires étaient supprimés.

Les représentants à Anvers des grandes lignes de navigation étrangères ont télégraphié à leurs directions de ne plus envoyer de navires à Anvers aussi longtemps que durerait la grève, attendu qu'il n'y avait pas moyen de charger.

Le bruit se répandait à la Bourse de Bruxelles, que la plupart des grands industriels du pays seraient à la veille de fermer leurs usines et de licencier leur personnel, faute de recevoir les matières premières et le charbon nécessaire.

## Embarras réformiste,

### Intransigeance gouvernementale

Cette grève des travailleurs des postes et des chemins de fer a mis dans un grand embarras le Syndicat National (80.000 membres) et la Commission Syndicale belge. Ils ne pouvaient pas,

ils n'osaient pas s'opposer à la grève. Ils se sont efforcés d'en empêcher l'extension et de pousser les ouvriers à la conciliation.

Le gouvernement a pris, dès le début de la grève, une attitude intransigeante, refusant même de discuter avec les représentants du Syndicat National. Le ministre du Travail a déclaré qu'il n'avait pas le temps de s'occuper de la question !

A l'interpellation socialiste du 4-5 mai, le gouvernement a répondu qu'il n'était pas possible, à cause de la situation financière, de satisfaire les demandes des grévistes.

A la reprise des débats parlementaires, le 16 mai, les ministres Theunis et Neujean, après avoir loué la modération de l'ancien ministre Anseele et du directeur du *Peuple*, Wauters, qui leur rendaient le compliment, ont décliné quand même les propositions dérisoires de ces représentants ouvriers.

La méthode d'action parlementaire est apparue comme toujours dans toute la splendeur de son impuissance, couverte de phrases et dominée par des intrigues et des manœuvres.

## La campagne de calomnies

Toute la procédure habituelle de calomnies, de menaces, etc., se développa en pleine lumière. C'est une grève « politique et révolutionnaire », hurlaient *l'Étoile Belge*, la *Libre Belgique*, la *Nation Belge*. Et ces feuilles demandaient au gouvernement de sévir contre les grévistes. Elles accusaient de trahison, et le Syndicat National et ses représentants, les sénateurs Rénier et Fraiture. Elles insistaient sur la suppression des permanents qui ne recevaient l'argent que pour saper l'autorité de l'Etat. Elle proposait, cette bonne presse, toujours désintéressée, de confier à l'industrie privée l'exploitation des ateliers de chemins de fer. Des lettres de prétendus ouvriers et de petites gens étaient publiées par dizaines pour dresser l'opinion publique et le gouvernement contre les grévistes. Nous ne pouvons pas évidemment citer toutes ces « informations » des mouchards et des saligauds que les journaux bourgeois imprimaient sous les titres excitants : « Les bolchevistes et la grève », « Le soviétisme au chemin de fer », etc.

Mais une lettre de l'arsenal de Louvain est vraiment trop instructive pour ne pas en faire quelques citations :

« Voici comment on cultive le syndicalisme national dans les ateliers de cet arsenal :

« Chaque semaine, à leur arrivée, les ouvriers trouvent l'organe syndical *Ralliement ou Eendracht*, déposé sur leur table de travail. Toutes les proclamations du syndicat sont affichées dans les locaux, même sur le matériel en réparation ; les délégués payés par l'Etat pour travailler POUR LA COMMUNAUTÉ. VAQUENT LIBREMENT ET TRANQUILLEMENT, DANS LES ATELIERS, AU TRAVAIL... SYNDICAL ; ils circulent, faisant le rappel des douteux, admonestant, parfois brutalement, les récalcitrants, et entretenant une atmo-

sphère de fièvre dans ce milieu qui devrait être paisiblement à la besogne.

« Régulièrement, des délégués du syndicat se tiennent à la sortie des locaux où s'effectue le paiement des salaires, et les ouvriers doivent décompter avec eux. Ajoutez que la plupart des chefs d'équipe et d'atelier sont des fervents du syndicat où en sont des créatures. CHAQUE SEMAINE, LE DIRECTEUR DE L'ETABLISSEMENT CONFERE LONGUEMENT AVEC LE SOUS-CHEF DE SECTION, ETRANGER A L'USINE, SECRETAIRE DU SYNDICAT.

« Les ouvriers assez courageux pour résister aux influences de ce milieu réclament vainement contre ces procédés contraires aux lois et aux règlements. La direction affiche des rappels aux règlements, mais se garde d'exiger l'application de ceux-ci. Aucune sanction ne suit. Dans ces conditions, une masse d'ouvriers reste sous le joug d'un groupement dont les agissements et les tendances lui répugnent. Voilà la situation à Louvain. Il m'étonnerait fort qu'elle ne se retrouve pas ailleurs. »

Cependant, toute cette campagne d'insinuations et de calomnies (« l'or boche, les instigations de Moscou »), n'ont pas fait marcher les trains.

### La répression

La bourgeoisie commençait à trembler. On lui avait dépeint la haine des cheminots contre les bourgeois. On lui avait cité les paroles d'un machiniste qui n'a consenti à continuer jusqu'à Gand que sous une condition : « Seuls les ouvriers peuvent prendre mon train. »

Encouragé par la modération des députés ouvriers qui ne demandaient qu'un mot de paix pour unir chrétiens et bourgeois avec les cheminots et qui n'osaient même pas voter contre le ministre, le gouvernement a essayé la politique de répression.

Le Comité de direction des chemins de fer est passé aux mesures disciplinaires. Les révocations ont plu partout. Des centaines d'employés ont été congédiés, cependant que la presse bourgeoise se déchainait.

L'administration des chemins de fer a notifié aux directeurs que les propositions de révocation des agents coupables d'indiscipline ou d'insubordination devaient être faites dans les vingt-quatre heures et qu'il devait être procédé au remplacement définitif de tous les révoqués.

D'autre part, le parquet de Dinant a opéré une descente à la Maison de Huit Heures « chez les principaux meneurs » et a saisi de nombreux documents.

La Maison de Huit Heures de Bruxelles a été consignée.

Le parquet d'Anvers a ouvert une instruction contre « les meneurs ».

Le gouvernement a rappelé sous les armes les cheminots des classes 1915 à 1918.

Enfin, pour faire pression sur le Syndicat National, le procureur général a fait parvenir au président du Sénat une demande en autorisation de poursuites contre les sénateurs socialistes Renier et Fraiture, les chefs du Syndicat, et en même temps une histoire de chèque de 150.000 francs émis par une banque allemande au profit du Syndicat National des cheminots a été lancée dans un but trop évident.

### La fin

Alors, les chefs réformistes se sont empressés de céder. D'ailleurs, ils ont tenu pendant toute

la durée de la grève à prouver leur patriotisme. N'ont-ils pas écrit au ministre de la Guerre qu'ils allaient employer toute leur influence sur les grévistes pour ne pas interrompre les communications avec le district de l'Allemagne occupée ?

Le président du Syndicat National des cheminots, Renier, n'a-t-il pas déclaré à un rédacteur de l'*Etoile Belge*, qu'en cas du plus minime accident, qui pourrait favoriser la tactique de la résistance allemande ou son agitation contre les Belges et les Français, il ferait remettre les choses en ordre, et que lui-même serait prêt à partir en cas de besoin pour le bon fonctionnement du service ? Telle est la discipline syndicale nationale vantée par le *Peuple*.

Rien d'étonnant qu'avec une telle mentalité les chefs réformistes aient employé toute une stratégie bien compliquée pour empêcher la grève de réussir. Une méthode de lutte pareille montre que le prolétariat belge n'est pas encore à la hauteur de l'offensive du gouvernement, qui dispose de tous les moyens puissants. En vain, le Parti Communiste belge faisait un appel à la grève générale.

La duplicité des chefs syndicalistes et socialistes, qui critiquent fortement le régime en paroles, mais qui recommandent la soumission aux ouvriers révoltés, ont condamné à l'échec un beau et puissant mouvement.

Dans ces conditions, on comprend les cris de triomphe de la bourgeoisie belge, qui, après avoir brisé la grève des mineurs au mois de mars, vient de briser la grève des cheminots et des P.T.T.

## Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

### ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	13 »	14 »
12 mois .....	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

3° Adresser la copie destinée au « Mouvement Syndical » à V. Godonnèche, Humanité.

Ceci pour éviter des difficultés avec la Poste et des retards dans l'expédition du journal.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXECUTE  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUES

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2°)  
Georges Dangon, imprimeur.